

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

RAPPORT DE GESTION

LE 13 MARS 2019



wsp



À PROPOS

WSP est l'une des plus grandes entreprises de services professionnels au monde. Nous sommes engagés envers nos communautés locales et nous nous distinguons par notre savoir collectif international. Nous sommes des experts techniques et des conseillers stratégiques regroupant des ingénieurs, techniciens, scientifiques, architectes, planificateurs, arpenteurs-géomètres et spécialistes de l'environnement, ainsi que des spécialistes de la conception, de la gestion de programme et de projets de construction. Nous concevons des solutions durables pour de nombreux secteurs : transport et infrastructures, bâtiments, environnement, énergie, ressources, ainsi qu'industrie. Nous offrons, en outre, des services-conseils stratégiques. Avec environ 48 000 employés de talent travaillant dans des bureaux situés à travers le monde, nous concevons des projets qui accompagneront la croissance des sociétés pour les générations à venir.

SIÈGE SOCIAL

GROUPE WSP GLOBAL INC.
1600, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST
MONTRÉAL (QUÉBEC) H3H 1P9
CANADA

wsp.com

TABLE DES MATIÈRES

1	RAPPORT DE GESTION	4
2	MESURES NON CONFORMES AUX IFRS	4
3	SURVOL DE LA SOCIÉTÉ.....	5
4	INDICATEURS DE RENDEMENT	8
5	FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU 4 ^E TRIMESTRE DE 2018 ET DE L'EXERCICE 2018	9
6	FAITS SAILLANTS.....	11
7	REVUE DE L'EXERCICE 2018.....	12
8	REVUE FINANCIÈRE.....	15
9	SITUATION DE TRÉSORERIE.....	28
10	SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES	31
11	ANALYSE DES PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES.....	32
12	GOVERNANCE.....	33
13	PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES	34
14	NORMES COMPTABLES FUTURES.....	36
15	INSTRUMENTS FINANCIERS.....	37
16	TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	37
17	ARRANGEMENTS HORS BILAN	38
18	ENGAGEMENTS CONTRACTUELS	38
19	PERSPECTIVES	39
20	ÉNONCÉS PROSPECTIFS	41
21	FACTEURS DE RISQUE	43
22	INFORMATION ADDITIONNELLE	57
23	GLOSSAIRE	58

1 RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion qui suit se veut une analyse de la situation financière consolidée et des résultats d'exploitation consolidés de Groupe WSP Global Inc. (la « Société » ou « WSP »), est daté du 13 mars 2019 et a été préparé en vue d'aider les lecteurs à comprendre le contexte d'affaires, les stratégies et le rendement de la Société, ainsi que les facteurs de risque auxquels celle-ci est exposée. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes annexes de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et présentées dans le *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*. Tous les montants présentés dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats de la Société pour l'ensemble de l'exercice 2018 ainsi que pour le quatrième trimestre, qui couvre la période allant du 30 septembre 2018 au 31 décembre 2018. Les deuxième et troisième trimestres de la Société comptent toujours 13 semaines. Toutefois, le nombre de semaines des premier et quatrième trimestres varie d'un exercice à l'autre, puisque l'exercice de la Société se termine obligatoirement le 31 décembre chaque année.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « Société », « nous », « notre », « nos », « WSP » ou « WSP Global » font référence à Groupe WSP Global Inc. Selon le contexte, ce terme peut également inclure les filiales et les entreprises associées.

2 MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

La Société présente ses résultats financiers conformément aux IFRS. Toutefois, dans le présent rapport de gestion, elle a eu recours à des mesures non conformes aux IFRS, soit les suivantes : les produits des activités ordinaires nets; le BAIIA; le BAIIA ajusté; la marge du BAIIA ajusté; le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social; la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social; le résultat net ajusté; le résultat net ajusté par action; le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises; le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises par action; les coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration; le carnet de commandes; les fonds provenant des activités d'exploitation; les fonds provenant des activités d'exploitation par action; les flux de trésorerie disponibles; les flux de trésorerie disponibles par action; le délai moyen de recouvrement des créances clients (le « délai de recouvrement »); et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, dans la rubrique « Glossaire ». Un rapprochement avec des mesures conformes aux IFRS est présenté aux rubriques 8 et 9 du présent rapport de gestion.

La direction de la Société (la « direction ») estime que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent des renseignements utiles aux investisseurs au sujet de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société, puisqu'elles constituent des indicateurs clés de son rendement. Ces mesures non conformes aux IFRS ne sont pas comptabilisées en vertu des IFRS, n'ont aucune signification normalisée prescrite par les IFRS, peuvent différer des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs et pourraient donc ne pas être comparables à celles-ci. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme un substitut aux informations financières correspondantes établies conformément aux IFRS.

3 SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

L'une des plus grandes firmes de services professionnels au monde, WSP offre des services en génie et en conception à des clients dans de nombreux secteurs : transport et infrastructures, bâtiments, environnement, énergie, ressources, ainsi qu'industrie. La Société offre, en outre, des services-conseils stratégiques. Ses équipes d'experts regroupent des ingénieurs, des conseillers, des techniciens, des scientifiques, des architectes, des planificateurs, des arpenteurs-géomètres et des spécialistes de l'environnement ainsi que des spécialistes du design et de la gestion de programmes et de projets de construction. Avec environ 48 000 employés de talent travaillant dans des bureaux situés à travers le monde, nous occupons une place de choix pour réaliser des projets durables partout où nos clients ont besoin de nous.

Le modèle d'affaires de la Société est centré sur le maintien d'une position de chef de file dans chaque région et chaque marché où elle évolue, grâce à un engagement solide envers les collectivités et les clients locaux et nationaux, et à la prise en compte de leurs besoins. Nous offrons une variété de services tout au long de l'exécution du projet, soit de la phase des études initiales de planification et de développement jusqu'aux phases de gestion, de conception, de gestion de la construction, de mise en service et d'entretien du projet ou du programme. Un tel modèle d'affaires se traduit par l'implantation de bureaux régionaux offrant une gamme complète de services à toutes les étapes de l'exécution d'un projet. Sur le plan fonctionnel, les leaders des divers segments de marché travaillent en collaboration avec les leaders régionaux au développement et à la coordination des marchés desservis, jumelant les connaissances et les relations locales à une expertise reconnue à l'échelle nationale.

La Société a développé une approche d'équipe multidisciplinaire dans le cadre de laquelle les employés travaillent en étroite collaboration avec les clients à l'élaboration de solutions qui respectent les échéanciers et les budgets établis.

Nous croyons avoir des capacités et des compétences assez vastes pour transformer la vision de nos clients en réalité durable, tant d'un point de vue commercial, technique et social qu'environnemental.

Les secteurs dans lesquels la Société exerce ses activités sont décrits ci-dessous.

- **Transport et infrastructures** : Les experts de la Société conseillent, planifient, conçoivent et gèrent des projets d'infrastructures ferroviaires, maritimes et urbaines ainsi que des projets d'infrastructures d'aviation, d'autoroutes, de ponts, de tunnels et d'eau. Des clients des secteurs publics et privés, des entrepreneurs en construction ainsi que d'autres partenaires de tous les coins du globe font appel à notre expertise pour élaborer des stratégies de transport et d'infrastructures à moyen et à long terme, ainsi que pour les guider et les appuyer pendant tout le cycle de vie d'une vaste gamme de projets. Nous tirons une grande fierté de notre capacité à résoudre les problèmes les plus complexes de nos clients, à qui nous proposons des solutions complètes, innovatrices et à valeur ajoutée afin de leur permettre d'atteindre les résultats souhaités. Nous offrons une gamme complète de services locaux tout en possédant une longue feuille de route jalonnée de projets couronnés de succès à l'échelle internationale. De plus, nous aidons nos clients à relever les défis et à faire face aux nouveaux enjeux de mobilité, d'adaptation et de financement des infrastructures.
- **Bâtiments** : La Société est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de services de gestion et de consultation technique, avec des antécédents éprouvés lorsqu'il s'agit de réaliser des bâtiments de la plus grande qualité qui soit. Nous participons à chacune des phases du cycle de vie d'un projet, depuis les toutes premières étapes de la planification jusqu'à la conception et la construction, en passant par la gestion de l'actif et de la remise en état. Nos experts techniques offrent des services réellement multidisciplinaires, y compris des services de génie structural et mécanique, électrique et de plomberie, auxquels s'ajoutent un large éventail de services spécialisés comme l'ingénierie de la sécurité incendie, la conception des éclairages, le transport vertical, l'acoustique, les systèmes de bâtiments intelligents, les systèmes audiovisuels, les technologies de l'information, la construction de façades, le conseil en matière de sécurité et la conception d'immeubles écologiques.
- **Environnement** : La Société compte des spécialistes qui travaillent avec des entreprises et des gouvernements et les conseillent sur tous les principaux aspects du volet environnement. Ces experts offrent un large éventail de services relatifs à l'air, au sol, à l'eau et à la santé. Ils conseillent et travaillent avec des clients sur une multitude de questions environnementales autant au chapitre

de l'audit, de l'obtention de permis et d'autorisations et de la conformité réglementaire, que de la manipulation et de l'élimination de matières dangereuses, de la remise en état de terrains, de l'évaluation des incidences environnementales et sociales et de la santé et la sécurité des employés. Notre réputation repose sur l'aide que nous prodiguons à nos clients partout dans le monde afin d'atténuer le risque, de gérer et de réduire les incidences environnementales et de maximiser les occasions relatives au développement durable, aux changements climatiques, à l'utilisation d'énergie et à l'environnement.

- **Énergie :** La Société offre à ses clients du secteur de l'énergie des solutions complètes pour tous les aspects de leurs projets, qu'il s'agisse de centrales énergétiques de grande envergure, d'installations plus petites sur le site même ou de programmes de mise aux normes et d'efficacité. Elle les aide ainsi à réduire leur consommation d'énergie tout en leur proposant des solutions pour bâtir un avenir durable. Nos experts peuvent fournir des conseils et collaborer à tous les stades d'un projet, depuis les études de pré faisabilité jusqu'à la conception, en passant par l'exploitation, l'entretien et le déclassement. Ils offrent des services de soutien de gestion opérationnelle à long terme dès les premières études de faisabilité, donnent des conseils sur divers aspects de nature technique, financière et environnementale d'un projet, jusqu'à la conception technique et les simulations énergétiques pendant la phase de construction.
- **Ressources:** La Société possède l'envergure et l'expertise nécessaires pour soutenir tous nos clients mondiaux du secteur des ressources. Dans le secteur minier, nos experts travaillent avec les clients tout au long du cycle de vie du projet, depuis la réalisation d'études conceptuelles et de faisabilité jusqu'à composer avec les problèmes d'acceptation sociale, et depuis les études techniques détaillées et les services d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de gestion de projets jusqu'à la fermeture d'un site et sa restauration. Notre expertise s'étend jusqu'à la modélisation des ressources et des réserves, aux essais métallurgiques, à la conception géotechnique et minière ainsi qu'à l'ingénierie détaillée pour l'infrastructure minière. Dans le secteur pétrolier et gazier, nous aidons nos clients à relever quelques-uns des défis les plus exigeants auxquels ils font face du point de vue technique autant que logistique. Nos experts offrent des conseils sur la façon de planifier, de concevoir et de soutenir le développement de pipelines et de réseaux gaziers, ainsi que sur la manière d'assurer l'intégrité de leurs biens essentiels et d'obtenir les permis et consentements requis.
- **Industrie :** La Société travaille dans presque tous les secteurs d'activité, notamment ceux des aliments et des boissons, de la pharmaceutique et de la biotechnologie, de l'automobile et des produits chimiques. Nos experts offrent une combinaison hors pair de compétences grâce à leur connaissance approfondie des processus industriels et de production d'énergie, ainsi que l'expertise en ingénierie requise pour assurer la planification, la conception, la construction et l'exploitation d'une nouvelle usine, ou pour automatiser l'équipement d'installations industrielles existantes. Ils offrent une vaste gamme de services de consultation et d'ingénierie dans de nombreux champs d'activité couvrant toutes les étapes d'un projet, soit les études stratégiques, la conception et l'analyse de la productivité, jusqu'à jouer le rôle d'ingénieur auprès d'un propriétaire pour chacune des étapes d'un contrat de services d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de gestion de projets.

En plus de ces secteurs, la Société offre les services-conseils stratégiques hautement spécialisés listés ci-dessous :

- **Services de planification et services-conseils :** La Société aide ses clients à prendre des décisions éclairées à toutes les étapes du cycle de vie d'un projet, en prenant en considération les changements économiques et environnementaux, les facteurs sociaux, les priorités des gouvernements ainsi que des technologies émergentes. Afin de demeurer concurrentielles et de gérer et d'aménager efficacement leurs infrastructures et leurs biens immobiliers, les organisations du secteur public et du secteur privé cherchent à avoir accès à des données plus précises et aux

« leçons apprises » d'experts qui contribuent à mener les clients au succès partout dans le monde. En plus de son expertise à l'échelle locale, la Société offre des modèles de référence internationaux ainsi que des solutions fondées sur les pratiques exemplaires en tirant parti de sa vaste expérience. Notre équipe marie les compétences techniques de notre réseau mondial et un sens aigu des affaires axé sur les résultats.

- **Services de gestion :** Les professionnels chevronnés de la Société évaluent et comprennent les objectifs des clients ainsi que les réalités techniques, environnementales et commerciales auxquelles ils sont confrontés. Couplée à l'offre de services entièrement intégrés de la Société, cette approche holistique nous permet d'établir des relations stratégiques avec nos clients. Nous soutenons ainsi leurs intérêts tout au long des étapes de la planification, de la mise en œuvre et de la mise en service de leurs projets, y compris en cas d'urgence. En mettant l'accent sur les coûts, le calendrier, la qualité et la sécurité, et en utilisant les meilleurs processus et techniques de gestion qui soient, nous sommes en mesure de mobiliser la bonne équipe à l'échelle de l'organisation pour exécuter des projets de différentes tailles et de complexité variée.
- **Services technologiques et durables** – Les professionnels de la Société travaillent tout au long du cycle de vie d'un projet à offrir des solutions novatrices fortement axées sur la gestion du changement et l'engagement des cadres. Tandis que d'importants progrès technologiques sont à même d'améliorer notre façon de vivre, de nous rendre au travail et de nous déplacer, il apparaît que les propriétaires d'immeubles et d'infrastructures doivent non seulement se faire aux changements, mais les adopter de plain-pied. Dans cette optique, nos experts en services technologiques intègrent l'utilisation de solutions logicielles et numériques pour optimiser les projets touchant le génie, l'infrastructure, les bâtiments et l'environnement. De plus, dans un contexte où nous faisons face à d'importants défis liés à la croissance démographique, à la demande et aux contraintes en termes de ressources et aux phénomènes météorologiques extrêmes – qui ont tous une incidence sur la résilience et la durabilité de nos collectivités –, la Société demeure déterminée à intégrer les principes de la durabilité dans son travail de planification, de conception et de gestion, tant pour les biens immobiliers que pour les infrastructures.

4 INDICATEURS DE RENDEMENT

La Société recourt à un certain nombre d'indicateurs financiers sectoriels et consolidés afin d'évaluer son rendement. Le tableau ci-dessous dresse un sommaire des indicateurs de rendement clés les plus pertinents par catégorie. Les rubriques qui suivent présentent les résultats obtenus et une description de chaque indicateur.

Catégorie	Indicateur de rendement	Comparaison du 4 ^e trimestre de 2018 et du 4 ^e trimestre de 2017	Comparaison de l'exercice 2018 et de l'exercice 2017
Croissance :	Produits des activités ordinaires nets*	●	●
	Croissance interne**	●	●
	Carnet de commandes*	●	●
Rentabilité :	BAIIA ajusté*	●	●
	Marge du BAIIA ajusté*	●	●
	Résultat net ajusté*	●	●
	Fonds provenant des activités d'exploitation*	●	●
	Flux de trésorerie disponibles*	●	●
Liquidités :	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	●	●
	Délai de recouvrement*	●	●
	Dettes nettes sur le BAIIA ajusté*	●	●

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ». Des rapprochements avec les mesures conformes aux IFRS sont présentés aux rubriques 8 et 9.

** La croissance interne est une mesure de la croissance des produits des activités ordinaires nets dans la monnaie locale. La Société estime utile d'ajuster les produits des activités ordinaires nets afin d'exclure l'incidence des produits des activités ordinaires nets liés aux acquisitions et des variations des cours du change, ce qui facilite la comparaison du rendement des secteurs à présenter d'une période à l'autre.

- Favorable
- Stable
- Non favorable

5 FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU 4^E TRIMESTRE DE 2018 ET DE L'EXERCICE 2018

La Société est très satisfaite des résultats obtenus pour le quatrième trimestre de 2018 ainsi que pour l'exercice 2018. Les principaux objectifs du plan stratégique mondial 2015-2018 ont été atteints et ont servi de base au plan stratégique mondial 2019-2021, qui a été présenté à la communauté financière le 30 janvier 2019.

Pour le quatrième trimestre et l'ensemble de l'exercice 2018, la marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 11,0 %. Les flux de trésorerie disponibles générés au cours de l'exercice se sont élevés à 547,4 M\$, soit 220,6 % du résultat net attribuable aux actionnaires, et le carnet de commandes est demeuré solide, à 10,1 mois.

T4 2018

- Produits des activités ordinaires de 2 043,9 M\$ et produits des activités ordinaires nets de 1 541,0 M\$, en hausse respectivement de 4,6 % et de 4,2 % par rapport au quatrième trimestre de 2017.
- Croissance interne consolidée négative des produits des activités ordinaires nets de 2,4 %, conforme à la diminution prévue par la direction des produits des activités nets liés aux services fournis à la Federal Emergency Management Agency (« FEMA ») aux États-Unis par rapport au quatrième trimestre de 2017. Après ajustement pour tenir compte de l'excédent des produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA par rapport aux attentes de la direction pour le quatrième trimestre de 2017, la croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets se serait établie à 2,6 % pour le trimestre.
- BAIIA ajusté de 169,5 M\$, en hausse de 29,5 M\$, ou 21,1 %, par rapport au quatrième trimestre de 2017.
- Marge du BAIIA ajusté de 11,0 %, comparativement à 9,5 % au quatrième trimestre de 2017.
- Résultat net ajusté de 59,1 M\$, ou 0,57 \$ par action, tous deux en hausse de 50,0 % par rapport au quatrième trimestre de 2017.
- Résultat net attribuable aux actionnaires se chiffrant à 43,3 M\$, ou 0,41 \$ par action, en hausse respectivement de 42,9 % et de 41,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2017.
- Dividende trimestriel déclaré de 0,375 \$ par action et taux de participation au régime de réinvestissement des dividendes (« RRD ») de 50,1 %.

EXERCICE 2018

- Produits des activités ordinaires de 7 908,1 M\$ et produits des activités ordinaires nets de 6 020,6 M\$, en hausse respectivement de 13,9 % et de 12,4 % par rapport à 2017.
- Croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets générée par tous les secteurs à présenter de 3,5 %, ce qui est conforme aux attentes et aux perspectives de la direction.
- BAIIA ajusté de 660,0 M\$, en hausse de 104,8 M\$, ou 18,9 %, par rapport à 2017.
- Marge du BAIIA ajusté de 11,0 %, comparativement à 10,4 % en 2017.
- Résultat net ajusté de 295,2 M\$, ou 2,83 \$ par action, en hausse respectivement de 26,2 % et de 24,1 % par rapport à 2017.
- Résultat net attribuable aux actionnaires se chiffrant à 248,1 M\$, ou 2,38 \$ par action, en hausse respectivement de 16,3 % et de 14,4 % par rapport à 2017.
- Carnet de commandes s'établissant à 7 678,7 M\$, représentant 10,1 mois de produits des activités ordinaires, ce qui est plus élevé de 1 169,6 M\$, ou 18,0 %, qu'au troisième trimestre de 2018 et représente une hausse de 1 317,1 M\$, ou 20,7 %, par rapport au quatrième trimestre de 2017. La croissance interne du carnet de commandes s'est établie à 4,2 % pour l'exercice.
- Si l'on tient compte de toutes les acquisitions réalisées en 2018, le délai de recouvrement s'est établi à 76 jours, ce qui représente une amélioration de 3 jours par rapport à 2017 et dépasse les attentes de la direction.
- Flux de trésorerie disponibles pour l'exercice complet de 547,4 M\$, soit 220,6 % du résultat net attribuable aux actionnaires.
- En incluant le BAIIA ajusté sur 12 mois complets pour tenir compte de toutes les acquisitions, le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté s'établit à 1,8 fois, ce qui est conforme à notre fourchette cible.
- Dividende déclaré pour l'exercice complet de 1,50 \$ par action, ou 156,0 M\$, et dividende en trésorerie de 78,1 M\$, ou 50,1 %.

6 FAITS SAILLANTS

Les paragraphes qui suivent présentent les faits saillants pour la période comprise entre la date de clôture du troisième trimestre de l'exercice 2018 de la Société et le 13 mars 2019, date de publication du rapport de gestion de 2018.

- Le 5 décembre 2018, la Société a annoncé qu'elle avait acquis Irwinconsult (« Irwinconsult »), société de génie australienne employant 210 personnes. L'acquisition d'Irwinconsult, qui a été financée au moyen de la trésorerie et des facilités de crédit disponibles de WSP, a renforcé la présence de WSP en Australie en rehaussant son expertise en matière d'immobilier et de bâtiments.
- Le 18 décembre 2018, WSP a conclu l'acquisition de Berger Group Holdings, Inc. (« Louis Berger ») annoncée plus tôt cette année. Pour régler le prix d'achat de 400 M\$ US, WSP a eu recours à une nouvelle facilité à terme.

Louis Berger est une société internationale de services professionnels de premier plan dont le siège social est situé aux États-Unis, principalement active dans les secteurs du transport et de l'infrastructure, de l'environnement et de l'eau, ainsi que dans le domaine de la préparation de plans directeurs. Louis Berger compte environ 5 000 employés, répartis pour l'essentiel dans des bureaux aux États-Unis, avec une présence supplémentaire en Europe continentale, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie (surtout en Inde) et en Amérique latine.

- Après la clôture de l'exercice, WSP a procédé à quatre nominations clés à des postes de direction afin de soutenir sa croissance à long terme au sein des services professionnels en constante évolution. Il s'agit de Ryan Brain, nommé président et chef de la direction de WSP au Canada, d'Ivy Hoi Yan Kong, nommée directrice générale de WSP en Asie, d'André-Martin Bouchard, nommé directeur mondial, Environnement et d'Alain Michaud, nommé premier vice-président, Performance opérationnelle et initiatives stratégiques.
- Le 30 janvier 2019, WSP a publié son Plan stratégique mondial 2019-2021, qui prépare le terrain pour les trois prochaines années de croissance de la Société. Parmi les faits saillants, mentionnons des revenus nets entre 8 et 9 milliards de dollars, une augmentation de 35 % des effectifs et une augmentation de 50 % du BAIIA ajusté d'ici la fin de 2021. La présentation complète du Plan stratégique mondial 2019-2021 peut être consultée à l'adresse www.wsp.com.

7 REVUE DE L'EXERCICE 2018

La Société a dégagé des produits des activités ordinaires de 7 908,1 M\$ et des produits des activités ordinaires nets de 6 020,6 M\$ en 2018, en hausse respectivement de 13,9 % et de 12,4 % par rapport à 2017. La croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets, qui a été générée par tous les secteurs à présenter, s'est établie à 3,5 %, ce qui est conforme aux perspectives de la direction.

Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté se sont chiffrés respectivement à 660,0 M\$ et à 11,0 %, ce qui représente une hausse par rapport à 2017. Conformément aux attentes de la direction, tous les secteurs à présenter de la Société ont contribué à l'amélioration des deux indicateurs de rendement consolidés.

La valeur consolidée du carnet de commandes de la Société est passée de 6 361,6 M\$ au 31 décembre 2017 à 7 678,7 M\$ au 31 décembre 2018, ce qui représente une croissance interne de 4,2 % d'un exercice à l'autre. Au chapitre du renouvellement du carnet de commandes, le ratio nouveaux contrats/facturation de la Société a été supérieur à 1,0 fois pour l'exercice 2018.

Les acquisitions stratégiques réalisées au cours de l'exercice, notamment celle de Louis Berger au quatrième trimestre de 2018, ont consolidé la présence de WSP non seulement dans plusieurs secteurs d'activité, mais surtout aux États-Unis, région géographique clé. De plus, d'autres acquisitions réalisées spécifiquement dans les pays nordiques et en Australie au cours de l'exercice sont venues accroître l'effectif et procurer à la Société de l'expertise technique. Les acquisitions réalisées en 2017 et en 2018 ont généré plus de 450,0 M\$, soit 8,6 % des produits des activités ordinaires nets consolidés de la Société pour 2018.

Au chapitre des flux de trésorerie, l'amélioration du délai de recouvrement de 3 jours et l'accent mis sur la gestion du fonds de roulement ont mené à des flux de trésorerie disponibles de 547,4 M\$, soit 220,6 % du résultat net attribuable aux actionnaires.

Sur le plan de la situation financière, la Société est très solide. Toutes les acquisitions d'entreprises réalisées au cours de l'exercice ont été financées au moyen des fonds en caisse disponibles et de la facilité de crédit amendée. De plus, le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté de la Société, en incluant le BAIIA ajusté sur 12 mois complets pour tenir compte de toutes les acquisitions, s'est établi à 1,8 fois à la fin de 2018, ce qui est conforme à la fourchette cible de la Société, qui est de 1,5 fois à 2,0 fois.

Revue des activités

CANADA

Pour l'exercice, nos activités au Canada ont généré une croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 3,5 %, ce qui est conforme aux attentes. La marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social a augmenté pour s'établir à 14,0 %, comparativement à 12,3 % en 2017. Des taux d'utilisation stables, une amélioration de l'exécution des projets et des mesures de compression des coûts ont contribué au solide rendement enregistré au cours de l'exercice.

Le 9 janvier 2019, dans le cadre d'un plan de transition annoncé en juin 2018, la Société a nommé Ryan Brain au poste de président et chef de la direction de WSP Canada Inc. Stratégique et axé sur les résultats, M. Brain est un cadre supérieur des services professionnels qui possède plus de 20 ans d'expérience au sein du secteur des services professionnels. WSP tient à remercier Hugo Blasutta, ancien président et chef de la direction de WSP, pour son leadership au cours des trois dernières années.

AMÉRIQUES

Le secteur à présenter des Amériques de la Société a généré une croissance interne des produits des activités ordinaires nets légèrement inférieure à 1,0 % pour l'exercice, ce qui est conforme aux perspectives de la direction. La croissance interne neutre des produits des activités ordinaires nets s'explique principalement par des produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA non récurrents en 2017 provenant de nos activités aux États-Unis, qui ont dépassé nos attentes.

Les produits des activités ordinaires liés à la FEMA proviennent de services d'inspection liés aux catastrophes. Bien qu'il soit possible de prévoir raisonnablement un montant de référence annuel pour ce qui est des produits des activités ordinaires liés à la FEMA, il est impossible de prévoir l'occurrence de multiples catastrophes importantes. Ce fut le cas en 2017 avec les ouragans successifs *Harvey* (Texas), *Irma* (Floride) et *Maria* (Porto Rico).

Après ajustement pour tenir compte de l'excédent en 2017 des produits des activités ordinaires liés à la FEMA par rapport aux attentes, la croissance interne des produits des activités ordinaires pour l'ensemble de l'exercice 2018 pour la région se serait située au milieu de l'intervalle de croissance à un chiffre.

Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social, s'établissant respectivement à 257,3 M\$ et à 14,6 %, ont encore été les plus élevés parmi les secteurs à présenter de la Société et conformes aux attentes. Le ratio nouveaux contrats/facturation de l'exercice s'est établi légèrement au-dessus de 1,2 fois et le carnet de commandes a augmenté de plus de 25 % par rapport au quatrième trimestre de 2017, ce qui constitue une base solide pour 2019.

Nos activités en Amérique latine ont dégagé des résultats légèrement inférieurs aux attentes de la direction pour l'exercice, en raison surtout de l'intégration des acquisitions réalisées en 2017 qui a débuté en 2018 et qui devrait s'achever au premier semestre de 2019.

EMOIA

Notre secteur à présenter EMOIA a généré une croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 5,1 %, et la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social s'est établie à 10,3 %, ce qui, dans les deux cas, est légèrement supérieur aux attentes de la direction pour l'exercice.

Les activités au Royaume-Uni ont affiché une forte croissance interne des produits des activités ordinaires nets pour l'exercice, soit plus de 7,0 % en 2018, en raison principalement de la solide performance dégagée par le secteur d'activité du transport et des infrastructures, plus particulièrement les infrastructures ferroviaires. L'amélioration des taux d'utilisation a également entraîné une hausse de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social d'un exercice à l'autre. L'intégration des activités britanniques d'Opus, acquises au cours du quatrième trimestre de 2017, s'est déroulée comme prévu.

Nos activités dans les pays nordiques ont affiché une croissance interne des produits des activités ordinaires nets légèrement supérieure à 6 % en 2018, stimulée par nos activités en Suède. Des acquisitions complémentaires réalisées en Finlande et en Norvège à la fin de 2017 et en 2018, respectivement, ont permis d'accroître les capacités et de renforcer l'expertise technique.

Nos activités en Europe centrale, au Moyen-Orient et en Afrique du Sud ont généré des résultats conformes aux attentes de la direction pour l'exercice, tant en ce qui concerne les produits des activités ordinaires nets que le BAIIA ajusté.

ASIE-PACIFIQUE

Le secteur à présenter Asie-Pacifique a affiché une croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 5,6 %, ce qui est supérieur aux attentes de la direction pour l'exercice. Nos activités en Australie ont affiché une croissance interne des produits des activités ordinaires nets supérieure à 16,0 % dans l'ensemble des secteurs d'activité.

Comme prévu, nos activités en Asie ont généré une croissance interne négative des produits des activités ordinaires nets, alors que nous continuons d'appliquer notre approche disciplinée visant à gérer notre exposition au secteur privé des bâtiments. Après la fin de l'exercice, Ivy Kong s'est jointe à WSP à titre de directrice générale de nos activités en Asie. M^{me} Kong est une dirigeante qui compte quelque 20 années d'expérience dans le secteur des services professionnels, où elle a assumé des responsabilités croissantes en matière de gestion. M^{me} Kong a remplacé David Tsui, à qui nous souhaitons une retraite bien méritée après 12 ans de service à WSP.

Nos activités en Nouvelle-Zélande ont enregistré des résultats légèrement supérieurs aux attentes de la direction. Les synergies attendues de notre acquisition d'Opus au quatrième trimestre de 2017 se sont concrétisées au cours de l'exercice, ce qui a donné en retour un élan à l'ensemble de la région Asie-Pacifique.

Société

Au niveau de la Société, nous avons accueilli M. André-Martin Bouchard au poste de directeur mondial, Environnement et M. Alain Michaud en tant que premier vice-président, Performance opérationnelle et initiatives stratégiques.

À titre de directeur mondial, Environnement, le rôle et le leadership de M. Bouchard seront cruciaux pour positionner les secteurs Environnement et Ressources parmi les principaux moteurs de croissance de la Société. Au service de WSP depuis 2006, M. Bouchard a occupé divers postes, dont celui de vice-président exécutif, Environnement, et a fait partie de l'équipe de direction canadienne.

En sa qualité de premier vice-président, Performance opérationnelle et initiatives stratégiques, M. Michaud sera responsable de superviser la mise en œuvre des initiatives à impact élevé qui aideront WSP à améliorer son excellence opérationnelle et à réaliser son Plan stratégique mondial. Avant de se joindre à WSP, M. Michaud a été associé principal pendant plus de 20 ans au sein de l'un des quatre grands cabinets comptables, où il a fait partie des équipes de direction canadienne et québécoise.



Dans l'ensemble, 2018 a été une année fructueuse. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets s'est établie à 3,5 %, la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social s'est améliorée dans tous les secteurs à présenter, la marge du BAIIA ajusté consolidé s'est établie à 11,0 % et les flux de trésorerie disponibles ont représenté 220,6 % du résultat net attribuable aux actionnaires. Tous ces facteurs ont contribué à l'atteinte de la plupart des principaux objectifs de notre plan stratégique mondial 2015-2018.

Nous avons maintenant hâte de relever les nouveaux défis énoncés dans notre plan stratégique mondial 2019-2021 que nous avons présenté à la communauté financière le 30 janvier 2019.

8 REVUE FINANCIÈRE

8.1 RÉSULTATS COMPARATIVEMENT AUX PRÉVISIONS POUR 2018

Les fourchettes cibles pour 2018 présentées dans le tableau ci-dessous et à la rubrique « Perspectives » du rapport de gestion annuel 2017 ont été établies en supposant qu'aucune variation n'aurait lieu, durant l'exercice, dans les cours de change des régions dans lesquelles la Société exerce ses activités. De plus, aucune cession, fusion, acquisition d'entreprise, modification des taux d'impôt effectifs dans les pays où la Société exerce des activités ou autre événement ou transaction survenu après le 14 mars 2018, date de publication, n'a été pris en considération.

Abstraction faite des variations des cours du change et des événements et transactions survenus après le 14 mars 2018, date de publication des prévisions pour 2018, la Société a atteint ou dépassé toutes ses cibles établies pour 2018.

Mesure	Fourchette cible pour 2018	Résultat
<i>Produits des activités ordinaires nets*</i>	Entre 5 700 M\$ et 5 900 M\$	☆
<i>BAIIA ajusté*</i>	Entre 610 M\$ et 660 M\$	✓
<i>Saisonnalité et fluctuations du BAIIA ajusté*</i>	Entre 18 % et 29 %, le premier trimestre étant le plus bas et le troisième, le plus haut	✓
<i>Taux d'impôt effectif</i>	Entre 23 % et 25 %	✓
<i>Délai de recouvrement*</i>	De 80 à 85 jours	☆
<i>Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions</i>	Entre 60 M\$ et 70 M\$	✓
<i>Dépenses d'investissement nettes</i>	Entre 115 M\$ et 125 M\$	✓
<i>Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté*</i>	De 1,5 fois à 2,0 fois	✓
<i>Coûts d'acquisition et d'intégration*</i>	Entre 40 M\$ et 50 M\$	✓

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

✓ Fourchette cible atteinte.

☆ Fourchette cible dépassée.

8.2 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Quatrième trimestre		Exercice complet	
	2018	2017	2018	2017
(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)	Période allant du 30 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Produits des activités ordinaires	2 043,9 \$	1 954,3 \$	7 908,1 \$	6 942,2 \$
Moins : sous-consultants et coûts directs	502,9 \$	475,7 \$	1 887,5 \$	1 585,6 \$
Produits des activités ordinaires nets*	1 541,0 \$	1 478,6 \$	6 020,6 \$	5 356,6 \$
Coûts liés au personnel	1 160,1 \$	1 154,3 \$	4 567,1 \$	4 112,9 \$
Charges locatives	66,9 \$	56,3 \$	258,9 \$	227,8 \$
Autres charges d'exploitation ¹⁾	145,0 \$	128,4 \$	536,8 \$	462,5 \$
Quote-part du résultat des entreprises associées	(0,5) \$	(0,4) \$	(2,2) \$	(1,8) \$
BAIIA ajusté*	169,5 \$	140,0 \$	660,0 \$	555,2 \$
Coûts d'acquisition et d'intégration*	21,7 \$	12,3 \$	62,3 \$	28,4 \$
BAIIA*	147,8 \$	127,7 \$	597,7 \$	526,8 \$
Dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles	29,9 \$	27,9 \$	102,6 \$	89,2 \$
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	24,6 \$	22,3 \$	91,8 \$	79,6 \$
Charges financières	33,2 \$	14,5 \$	72,6 \$	41,1 \$
Quote-part de la dotation à l'amortissement des entreprises associées	0,3 \$	0,5 \$	1,2 \$	1,4 \$
Résultat avant impôt	59,8 \$	62,5 \$	329,5 \$	315,5 \$
Charge d'impôt sur le résultat	16,3 \$	32,2 \$	80,5 \$	102,1 \$
Quote-part de l'impôt sur le résultat des entreprises associées	0,1 \$	— \$	0,2 \$	0,1 \$
Résultat net	43,4 \$	30,3 \$	248,8 \$	213,3 \$
Attribuable aux :				
– Actionnaires	43,3 \$	30,3 \$	248,1 \$	213,3 \$
– Participations ne donnant pas le contrôle	0,1 \$	— \$	0,7 \$	— \$
Résultat net de base par action	0,41 \$	0,29 \$	2,38 \$	2,08 \$
Résultat net dilué par action	0,41 \$	0,29 \$	2,38 \$	2,08 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	104 387 699	103 084 862	104 150 041	102 448 943
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	104 614 276	103 267 305	104 392 368	102 576 410

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

1) Les autres charges d'exploitation incluent les profits/pertes de change liés à l'exploitation et les produits d'intérêts.

Dans les rubriques 8.3 à 8.6, nous passons en revue les variations des résultats d'exploitation entre 2018 et 2017, en décrivant les facteurs qui ont eu une incidence sur les produits des activités ordinaires nets, le carnet de commandes, les charges, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social et la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social. Les charges financières, l'impôt sur le résultat, le résultat net, le résultat net ajusté, le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, les fonds provenant des activités d'exploitation et les flux de trésorerie disponibles font également l'objet d'une revue sur une base consolidée aux rubriques 8.7 à 8.11.

8.3 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS

La performance et les résultats financiers de la Société doivent être mesurés et analysés en tenant compte des produits des activités ordinaires générés par les honoraires, soit les produits des activités ordinaires nets, puisque les coûts directs recouvrables peuvent varier sensiblement d'un contrat à l'autre et ne sont pas représentatifs de la performance des services d'experts-conseils.

Les secteurs à présenter de la Société sont les suivants : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et Asie-Pacifique (qui comprend l'Asie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande). Le tableau qui suit présente un résumé des variations des produits des activités ordinaires nets et du nombre d'employés, par secteur à présenter et au total, d'un exercice à l'autre.

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Quatrième trimestre				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets* 2018	264,7 \$	454,1 \$	576,1 \$	246,1 \$	1 541,0 \$
Produits des activités ordinaires nets* 2017	250,2 \$	493,1 \$	530,8 \$	204,5 \$	1 478,6 \$
Variation nette (%)	5,8 %	(7,9) %	8,5 %	20,3 %	4,2 %
Croissance interne**	2,5 %	(13,5) %	4,5 %	0,5 %	(2,4) %
Croissance découlant d'acquisitions**	3,3 %	3,0 %	4,4 %	21,0 %	6,0 %
Incidence des variations des cours du change***	— %	2,6 %	(0,4) %	(1,2) %	0,6 %
Variation nette (%)	5,8 %	(7,9) %	8,5 %	20,3 %	4,2 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** La croissance interne et la croissance découlant d'acquisitions sont calculées en fonction de la monnaie locale.

*** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, du total des produits des activités ordinaires nets libellés dans la monnaie locale, déduction faite de la croissance interne et de la croissance découlant d'acquisitions.

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et le nombre d'employés)	Exercice complet				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets* 2018	1 053,6 \$	1 758,2 \$	2 192,1 \$	1 016,7 \$	6 020,6 \$
Produits des activités ordinaires nets* 2017	977,4 \$	1 650,5 \$	1 984,7 \$	744,0 \$	5 356,6 \$
Variation nette (%)	7,8 %	6,5 %	10,5 %	36,7 %	12,4 %
Croissance interne**	3,5 %	0,7 %	5,1 %	5,6 %	3,5 %
Croissance découlant d'acquisitions**	4,3 %	6,1 %	4,1 %	32,2 %	8,6 %
Incidence des variations des cours du change***	— %	(0,3) %	1,3 %	(1,1) %	0,3 %
Variation nette (%)	7,8 %	6,5 %	10,5 %	36,7 %	12,4 %
Nombre approximatif d'employés – 2018	7 900	12 400	19 100	8 300	47 700
Nombre approximatif d'employés – 2017	8 000	9 500	16 500	8 000	42 000
Variation nette (%)	(1,3) %	30,5 %	15,8 %	3,8 %	13,6 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** La croissance interne et la croissance découlant d'acquisitions sont calculées en fonction de la monnaie locale.

*** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, du total des produits des activités ordinaires nets libellés dans la monnaie locale, déduction faite de la croissance interne et de la croissance découlant d'acquisitions.

À la clôture du quatrième trimestre de 2018, les produits des activités ordinaires nets de la Société s'établissaient à 1 541,0 M\$, en hausse de 62,4 M\$, ou 4,2 %, comparativement au quatrième trimestre de 2017. Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, les produits des activités nets se sont chiffrés à 6 020,6 M\$, en hausse de 664,0 M\$, ou 12,4 %, par rapport à la période correspondante de 2017.

8.3.1 CANADA

Les produits des activités ordinaires nets générés par nos activités au Canada se sont chiffrés à 264,7 M\$ au quatrième trimestre de 2018, en hausse de 14,5 M\$, ou 5,8 %, par rapport à la période correspondante de 2017. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets se sont établies respectivement à 3,3 % et à 2,5 %. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions est attribuable aux activités canadiennes d'Opus, acquise au quatrième trimestre de 2017.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, les produits des activités ordinaires nets générés par nos activités au Canada se sont chiffrés à 1 053,6 M\$, en hausse de 76,2 M\$, ou 7,8 %, par rapport à la période correspondante de 2017. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets se sont établies respectivement à 4,3 % et à 3,5 %. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions est attribuable aux activités canadiennes d'Opus, acquise au quatrième trimestre de 2017. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des bâtiments ont généré environ 65 % des produits des activités ordinaires nets.

8.3.2 AMÉRIQUES

Les produits des activités ordinaires nets générés par le secteur à présenter des Amériques se sont élevés à 454,1 M\$ au quatrième trimestre de 2018, soit une baisse de 39,0 M\$, ou 7,9 %, par rapport à la période correspondante de 2017. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, se sont établies respectivement à 3,0 % et à un montant négatif de 13,5 %, ce qui est conforme aux attentes de la direction. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets provenait surtout de nos acquisitions en Amérique latine en 2017. La croissance interne négative des produits des activités ordinaires nets provient surtout des produits liés à la FEMA moins élevés que prévu générés par nos activités aux États-Unis comparativement à la période correspondante de 2017. Les cours du change ont eu une incidence positive en raison principalement de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, les produits des activités ordinaires nets générés par le secteur à présenter des Amériques se sont établis à 1 758,2 M\$, en hausse de 107,7 M\$, ou 6,5 %, par rapport à la période correspondante de 2017. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets se sont établies respectivement à 6,1 % et à 0,7 %. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions est principalement liée aux acquisitions en Amérique latine en 2017. La croissance interne neutre des produits des activités ordinaires nets enregistrée au cours de l'exercice s'explique par la diminution des produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA provenant de nos activités aux États-Unis. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des bâtiments ont généré environ 81 % des produits des activités ordinaires nets.

8.3.3 EMOIA

Les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter EMOIA se sont élevés à 576,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018, soit une hausse de 45,3 M\$, ou 8,5 %, par rapport au quatrième trimestre de 2017. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets et la croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions, en devises constantes, se sont chiffrées respectivement à 4,5 % et à 4,4 %. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets est conforme aux attentes de la direction et a été générée principalement par les activités au Royaume-Uni et dans les pays nordiques. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions était attribuable aux activités britanniques d'Opus, acquise au quatrième trimestre de 2017, ainsi qu'à des acquisitions complémentaires réalisées dans les pays nordiques en 2017 et en 2018.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, les produits des activités ordinaires nets générés par le secteur à présenter EMOIA se sont établis à 2 192,1 M\$, en hausse de 207,4 M\$, ou 10,5 %, par rapport à la période correspondante de 2017. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets et la croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions, en devises constantes, se sont établies respectivement à 5,1 % et à 4,1 %. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets a surpassé les attentes de la direction et provient surtout des activités au Royaume-Uni et dans les pays nordiques. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions était attribuable aux activités britanniques d'Opus, acquise au quatrième trimestre de 2017, ainsi qu'à des acquisitions complémentaires réalisées dans les pays nordiques en 2017 et en 2018. Les cours du change ont eu une incidence positive en raison principalement de la dépréciation du dollar canadien par rapport à certaines des monnaies européennes, notamment la livre sterling. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des bâtiments ont généré environ 82 % des produits des activités ordinaires nets.

8.3.4 ASIE-PACIFIQUE

Les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter Asie-Pacifique se sont élevés à 246,1 M\$ au quatrième trimestre de 2018, en hausse de 41,6 M\$, ou 20,3 %, par rapport à la période correspondante de 2017. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes dans les deux cas, se sont établies respectivement à 21,0 % et à 0,5 %. La croissance découlant d'acquisitions est principalement attribuable à l'acquisition par la Société, au quatrième trimestre de 2017, d'Opus, dont la majeure partie des produits des activités ordinaires nets sont générés par les activités de celle-ci en Nouvelle-Zélande. Nos activités en Australie et en Asie ont affiché des résultats conformes aux attentes de la direction.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter Asie-Pacifique se sont élevés à 1 016,7 M\$, en hausse de 272,7 M\$, ou 36,7 %, par rapport à la période correspondante de 2017. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes dans les deux cas, se sont établies respectivement à 32,2 % et à 5,6 %. La croissance découlant d'acquisitions est principalement attribuable à l'acquisition par la Société, au quatrième trimestre de 2017, d'Opus, dont la majeure partie des produits des activités ordinaires nets sont générés par les activités de celle-ci en Nouvelle-Zélande. Nos activités en Australie ont généré une forte croissance interne des produits des activités ordinaires nets, supérieure aux attentes de la direction. Nos activités en Asie ont affiché une croissance interne négative des produits des activités ordinaires nets, alors que nous continuons d'appliquer notre approche disciplinée au chapitre de la gestion de notre exposition au secteur des bâtiments du secteur privé en Chine. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des bâtiments ont généré environ 89 % des produits des activités ordinaires nets.

8.4 CARNET DE COMMANDES

Quatrième trimestre de 2018					
(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes*	958,2 \$	3 452,1 \$	2 165,5 \$	1 102,9 \$	7 678,7 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Troisième trimestre de 2018					
(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes*	1 003,9 \$	2 379,1 \$	1 956,3 \$	1 169,8 \$	6 509,1 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Quatrième trimestre de 2017					
(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes*	1 064,6 \$	2 120,7 \$	1 966,1 \$	1 210,2 \$	6 361,6 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Au 31 décembre 2018, le carnet de commandes s'établissait à 7 678,7 M\$, représentant 10,1 mois de produits des activités ordinaires, ce qui représente une hausse de 1 169,6 M\$, ou 18,0 %, par rapport au troisième trimestre de 2018 et une augmentation de 1 317,1 M\$, ou 20,7 %, par rapport au quatrième trimestre de 2017. L'augmentation importante du carnet de commandes par rapport au troisième trimestre de 2018 est principalement attribuable à l'acquisition de Louis Berger en décembre 2018. En devises constantes, le carnet de commandes de la Société a affiché une croissance interne de 2,3 % par rapport au troisième trimestre de 2018 et une croissance interne de 4,2 % pour l'exercice. Le calendrier d'attribution des contrats peut avoir une incidence importante sur cette mesure. Un important effort d'appels d'offres réalisé en décembre 2018 s'est traduit par l'obtention de contrats importants, au début de l'exercice 2019, pour nos secteurs à présenter Canada et Asie-Pacifique.

Compte tenu de l'ampleur de certains contrats et des délais requis pour les mener à bien, il se peut que d'importantes fluctuations de cette mesure soient observées d'un trimestre à l'autre. La direction est d'avis que les variations du carnet de commandes doivent être examinées d'un exercice à l'autre, particulièrement au moment d'évaluer la croissance interne en fonction de cours de change constants.

8.5 CHARGES

Le tableau qui suit résume les résultats d'exploitation de la Société exprimés en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

	Quatrième trimestre		Exercice complet	
	2018	2017	2018	2017
	Période allant du 30 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
(pourcentage des produits des activités ordinaires nets)				
Produits des activités ordinaires nets*	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coûts liés au personnel	75,3 %	78,0 %	75,8 %	76,8 %
Charges locatives	4,3 %	3,8 %	4,3 %	4,2 %
Autres charges d'exploitation ¹⁾	9,4 %	8,7 %	8,9 %	8,6 %
Quote-part du résultat des entreprises associées	— %	— %	— %	— %
BAIIA ajusté*	11,0 %	9,5 %	11,0 %	10,4 %
Coûts d'acquisition et d'intégration*	1,4 %	0,8 %	1,0 %	0,5 %
Dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles	1,9 %	1,9 %	1,7 %	1,7 %
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	1,6 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Charges financières	2,2 %	1,0 %	1,2 %	0,8 %
Quote-part de la dotation à l'amortissement des entreprises associées	— %	— %	— %	— %
Charge d'impôt sur le résultat	1,1 %	2,2 %	1,3 %	1,9 %
Résultat net	2,8 %	2,1 %	4,3 %	4,0 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

1) Les autres charges d'exploitation incluent les profits et pertes de change et les produits d'intérêts.

Les charges se composent de trois principaux éléments, à savoir les coûts liés au personnel, les charges locatives et les autres charges d'exploitation. Les coûts liés au personnel comprennent les charges salariales de tous les employés s'occupant de la prestation de services de consultation et de l'exécution de projets, ainsi que les coûts liés au personnel administratif et à celui du siège social. Les coûts d'occupation comprennent les charges locatives et les autres coûts connexes se rapportant aux espaces à bureaux qu'occupe la Société partout dans le monde. Les autres charges d'exploitation incluent des coûts fixes tels que les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés à la technologie, les frais liés aux assurances professionnelles, le profit ou la perte de change et les produits d'intérêts.

Pour le quatrième trimestre de 2018, les coûts liés au personnel, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, ont été inférieurs par rapport à la période correspondante de 2017, ce qui s'explique en partie par la diminution des produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA en 2018. En comparaison, les charges locatives et les autres charges d'exploitation (qui sont plutôt fixes) du quatrième trimestre de 2018 ont augmenté en pourcentage des produits des activités ordinaires nets par rapport au quatrième trimestre de 2017, en raison de la diminution des produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA au quatrième trimestre de 2018 dont il est question ci-dessus.

Par rapport à l'exercice 2017, les coûts liés au personnel, les charges locatives et les autres charges d'exploitation, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, pour l'exercice 2018 ont été conformes aux attentes de la direction.

La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 11,0 % à la fois pour le trimestre et pour l'exercice à ce jour, respectivement, comparativement à 9,5 % et à 10,4 % pour les périodes correspondantes de 2017.

L'amélioration de la marge du BAIIA ajusté pour le trimestre est attribuable essentiellement à la diminution des coûts liés au personnel en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, comme il est indiqué ci-dessus.

L'amélioration de la marge du BAIIA ajusté pour l'exercice est attribuable à la croissance interne des produits des activités ordinaires nets et à la croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions, aux taux d'utilisation solides et à l'ensemble des mesures de compression des coûts.

Les coûts d'acquisition et d'intégration sont des composantes de la performance financière de la Société qui, à son avis, ne devraient pas être prises en compte lors de son évaluation de la performance opérationnelle et financière sous-jacente. En conséquence, ces coûts sont pris en compte isolément dans l'état consolidé du résultat net de la Société.

En 2018, la Société a engagé des coûts d'acquisition et d'intégration de 62,3 M\$. En excluant les éléments liés aux événements et aux transactions survenus après la publication des perspectives de la direction pour 2018, qui ont totalisé 12,9 M\$ (voir ci-dessous), les coûts d'acquisition et d'intégration pour 2018 sont conformes aux attentes de la direction.

En 2018, la Société a conclu un certain nombre d'acquisitions d'entreprises, notamment celle de Louis Berger au quatrième trimestre. Les coûts d'acquisition et d'intégration reliés aux acquisitions survenues après la publication des perspectives de la direction pour 2018 se sont élevés à 6,9 M\$.

De plus, au quatrième trimestre de 2018, le 26 octobre 2018, la Haute Cour de justice d'Angleterre et du Pays de Galles a rendu un jugement dans une affaire concernant les droits des femmes participant à certains régimes de retraite à l'égalité de traitement en matière de prestations de retraite. Le jugement a conclu que les régimes devraient être modifiés afin d'égaliser les prestations de retraite des hommes et des femmes par rapport aux prestations minimales garanties de retraite. Les questions déterminées par le jugement devraient avoir une incidence sur la plupart des sociétés qui offrent des régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni.

Par suite de l'incidence du jugement susmentionné sur les régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni, et avec l'aide de ses actuaires-conseils, la Société a comptabilisé un coût des services passés provisoire de 6,0 M\$ au titre de ses anciens régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni. Étant donné la nature sous-jacente de ce coût comptabilisé à la période précédente, la Société a choisi de présenter cet élément sous le poste « Coûts d'acquisition et d'intégration » de son état consolidé du résultat net, conformément aux méthodes comptables qu'elle applique.

En 2018, les coûts liés au programme d'impartition des services de TI faisaient également partie des coûts d'acquisition et d'intégration. Ces coûts correspondent essentiellement aux coûts de dédoublement et de transition non récurrents qui découlent de la sous-traitance du soutien de l'infrastructure de TI et du soutien informatique de la Société. Ces coûts ont été pris en compte par la Société dans l'établissement de la fourchette prévisionnelle des coûts d'acquisition et d'intégration pour 2018 qui est présentée par la Société dans son rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2017. Cette fourchette se situe entre 40,0 M\$ et 50,0 M\$.

Enfin, la Société inscrit également des charges telles que la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. Pour le trimestre et la période de 12 mois clos le 31 décembre 2018, ces charges sont demeurées stables par rapport aux périodes correspondantes de 2017.

8.6 BAIIA AJUSTÉ PAR SECTEUR À PRÉSENTER

Quatrième trimestre de 2018					
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	264,7 \$	454,1 \$	576,1 \$	246,1 \$	1 541,0 \$
BAIIA ajusté*					169,5 \$
Charges du siège social					21,6 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	42,6 \$	56,2 \$	61,1 \$	31,2 \$	191,1 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	16,1 %	12,4 %	10,6 %	12,7 %	12,4 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Quatrième trimestre de 2017					
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	250,2 \$	493,1 \$	530,8 \$	204,5 \$	1 478,6 \$
BAIIA ajusté*					140,0 \$
Charges du siège social					16,0 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	34,8 \$	47,7 \$	51,8 \$	21,7 \$	156,0 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	13,9 %	9,7 %	9,8 %	10,6 %	10,6 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Exercice 2018					
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	1 053,6 \$	1 758,2 \$	2 192,1 \$	1 016,7 \$	6 020,6 \$
BAIIA ajusté*					660,0 \$
Charges du siège social					87,3 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	147,1 \$	257,3 \$	225,4 \$	117,5 \$	747,3 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	14,0 %	14,6 %	10,3 %	11,6 %	12,4 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Exercice 2017					
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	977,4 \$	1 650,5 \$	1 984,7 \$	744,0 \$	5 356,6 \$
BAIIA ajusté*					555,2 \$
Charges du siège social					59,0 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	120,6 \$	220,2 \$	197,0 \$	76,4 \$	614,2 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	12,3 %	13,3 %	9,9 %	10,3 %	11,5 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté consolidé, dans les deux cas avant déduction des charges du siège social, se sont établis respectivement à 191,1 M\$ et à 12,4 % pour le trimestre, en comparaison de 156,0 M\$ et de 10,6 % pour la période correspondante de 2017.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté consolidé, dans les deux cas avant déduction des charges du siège social, se sont établis respectivement à 747,3 M\$ et à 12,4 %, en comparaison de 614,2 M\$ et de 11,5 % pour la période correspondante de 2017.

L'augmentation du BAIIA ajusté et l'amélioration de la marge du BAIIA ajusté, dans les deux cas avant déduction des charges du siège social, enregistrées pour le quatrième trimestre et l'exercice complet par tous les secteurs à présenter de la Société sont conformes aux attentes de la direction et découlent essentiellement de la croissance interne des produits des activités ordinaires nets et de la croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions, des taux d'utilisation stables obtenus et des mesures de compression des coûts.

L'augmentation de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social enregistrées par le secteur à présenter des Amériques pour le quatrième trimestre de 2018 découle aussi, en partie, de la marge du BAIIA ajusté moins élevée que prévu et des produits liés à la FEMA générés au quatrième trimestre de 2018 par rapport à la période correspondante de 2017.

Les charges du siège social inscrites pour le trimestre et pour la période de 12 mois clos le 31 décembre 2018, qui se sont établies respectivement à 21,6 M\$ et à 87,3 M\$, ont été conformes aux attentes de la direction.

Plusieurs facteurs influent sur la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social, tels que la saisonnalité, la nature des projets, les prix, l'environnement concurrentiel, l'exécution des projets, les hausses de coûts, les cours du change et la productivité des employés.

8.7 CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières de la Société se rapportent principalement aux charges d'intérêts liées aux facilités de crédit, aux charges financières nettes liées aux obligations au titre des régimes de retraite, aux profits ou pertes de change sur les actifs et les passifs en monnaies étrangères, aux profits ou pertes sur les autres actifs et aux écarts de conversion latents liés aux instruments financiers. La Société recourt à ses facilités de crédit pour gérer son fonds de roulement et pour financer ses dépenses d'investissement et ses acquisitions d'entreprises.

Pour le trimestre et la période de 12 mois clos le 31 décembre 2018, les charges financières exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires nets ont augmenté considérablement par rapport aux périodes correspondantes de 2017, en raison principalement des pertes latentes sur les actifs financiers (autres actifs) du régime de rémunération différée des employés américains de la Société. Avant 2018, ces coûts étaient comptabilisés à l'état consolidé du résultat global de la Société. Depuis le 1^{er} janvier 2018, par suite de l'adoption d'IFRS 9 *Instruments financiers*, ces coûts sont comptabilisés à titre de charges financières à l'état consolidé du résultat net de la Société. Exclusion faite des pertes latentes susmentionnées subies par le régime de rémunération différée des employés américains de la Société, les charges financières, exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, sont demeurées stables comparativement aux périodes correspondantes de 2017.

8.8 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Au quatrième trimestre de 2018, une charge d'impôt sur le résultat de 16,3 M\$ a été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 59,7 M\$ (impôts sur les bénéfices nets attribuables aux intérêts minoritaires de 0,1 M\$), soit un taux d'impôt effectif de 27,3 %, ce qui est supérieur aux attentes de la direction. Le taux d'impôt effectif plus élevé que prévu enregistré pour le trimestre s'explique en partie par les charges non déductibles liées aux acquisitions d'entreprises.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, une charge d'impôt sur le résultat de 80,5 M\$ a été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 329,3 M\$ (impôts sur les bénéfices nets attribuables aux intérêts minoritaires de 0,2 M\$), soit un taux d'impôt effectif de 24,4 %, ce qui est conforme aux prévisions de la fourchette de taux d'impôt de 23 % à 25 % de la Société pour l'exercice entier publiées précédemment.

8.9 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le quatrième trimestre de 2018 s'est élevé à 43,3 M\$, ou 0,41 \$ par action sur une base diluée, en comparaison de 30,3 M\$, ou 0,29 \$ par action sur une base diluée, pour la période correspondante de 2017. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des produits des activités ordinaires nets, à l'amélioration de la marge du BAIIA ajusté et à la diminution du taux d'impôt effectif.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 248,1 M\$, ou 2,38 \$ par action sur une base diluée, en comparaison de 213,3 M\$, ou 2,08 \$ par action sur une base diluée, pour la période correspondante de 2017. Cette hausse est principalement attribuable aux mêmes facteurs qui expliquent la variation enregistrée pour le trimestre.

Le résultat net par action est une mesure couramment utilisée pour mesurer le rendement d'une société. Toutefois, la direction estime que, dans le cas des sociétés procédant à de multiples acquisitions ou à des regroupements, notamment dans le domaine de l'ingénierie et de la construction, le résultat net ajusté par action, le résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions par action (en raison de la diversité des méthodes comptables relatives à la répartition du coût d'achat au goodwill et aux immobilisations incorporelles), les fonds provenant des activités d'exploitation par action et les flux de trésorerie disponibles par action sont des mesures plus efficaces pour évaluer le rendement d'une société par rapport à ses concurrents. Ces mesures sont présentées aux rubriques 8.10 et 8.11.

8.10 RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT NET, DU RÉSULTAT NET AJUSTÉ ET DU RÉSULTAT NET AJUSTÉ COMPTE NON TENU DE L'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES LIÉES AUX ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

	Quatrième trimestre		Exercice complet	
	2018	2017	2018	2017
(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)	Période allant du 30 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Résultat net attribuable aux actionnaires	43,3 \$	30,3 \$	248,1 \$	213,3 \$
Coûts d'acquisition et d'intégration*	21,7 \$	12,3 \$	62,3 \$	28,4 \$
Impôt sur le résultat relatif aux coûts d'acquisition et d'intégration	(5,9) \$	(3,2) \$	(15,2) \$	(7,8) \$
Résultat net ajusté*	59,1 \$	39,4 \$	295,2 \$	233,9 \$
Résultat net ajusté par action*	0,57 \$	0,38 \$	2,83 \$	2,28 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	21,3 \$	18,8 \$	71,1 \$	63,6 \$
Impôt sur le résultat relatif à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	(5,8) \$	(4,9) \$	(17,3) \$	(17,4) \$
Résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions*	74,6 \$	53,3 \$	349,0 \$	280,1 \$
Résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions par action*	0,71 \$	0,52 \$	3,35 \$	2,73 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	104 387 699	103 084 862	104 150 041	102 448 943

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Le résultat net ajusté s'est établi à 59,1 M\$, ou 0,57 \$ par action, au quatrième trimestre de 2018, comparativement à 39,4 M\$, ou 0,38 \$ par action, au quatrième trimestre de 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à l'accroissement des produits des activités ordinaires nets, à l'amélioration de la marge du BAIIA ajusté et à la diminution du taux d'impôt effectif.

Le résultat net ajusté s'est établi à 295,2 M\$, ou 2,83 \$ par action, pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, comparativement à 233,9 M\$, ou 2,28 \$ par action, pour la période correspondante de 2017. Cette augmentation découle essentiellement des mêmes facteurs qui expliquent la variation enregistrée pour le trimestre.

Le résultat net ajusté compte non tenu l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions s'est établi à 74,6 M\$, ou 0,71 \$ par action, au quatrième trimestre de 2018, comparativement à 53,3 M\$, ou 0,52 \$ par action, pour la période correspondante de 2017. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'accroissement des produits des activités ordinaires nets, à l'amélioration de la marge du BAIIA ajusté et à la diminution du taux d'impôt effectif.

Le résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions s'est établi à 349,0 M\$, ou 3,35 \$ par action, pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, en comparaison de 280,1 M\$, ou 2,73 \$ par action, pour la période correspondante de 2017. Cette augmentation découle essentiellement des mêmes facteurs qui expliquent la variation enregistrée pour le trimestre.

8.11 FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)	Quatrième trimestre		Exercice complet	
	2018	2017	2018	2017
	Période allant du 30 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	337,4 \$	330,4 \$	669,7 \$	395,4 \$
À l'exclusion de :				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	195,1 \$	219,0 \$	174,4 \$	(37,8) \$
Fonds provenant des activités d'exploitation*	142,3 \$	111,4 \$	495,3 \$	433,2 \$
Fonds provenant des activités d'exploitation par action*	1,36 \$	1,08 \$	4,76 \$	4,23 \$
Y compris :				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	195,1 \$	219,0 \$	174,4 \$	(37,8) \$
Moins :				
Dépenses d'investissement, montant net**	47,0 \$	31,8 \$	122,3 \$	99,3 \$
Flux de trésorerie disponibles*	290,4 \$	298,6 \$	547,4 \$	296,1 \$
Flux de trésorerie disponibles par action*	2,78 \$	2,90 \$	5,26 \$	2,89 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	104 387 699	103 084 862	104 150 041	102 448 943

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** Correspond aux dépenses d'investissement liées aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles, déduction faite du produit des cessions.

8.11.1 FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les fonds provenant des activités d'exploitation constituent une mesure utilisée par la Société pour fournir à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds générés par les activités d'exploitation avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Pour le quatrième trimestre de 2018, la Société a inscrit des fonds provenant des activités d'exploitation de 142,3 M\$, ou 1,36 \$ par action, comparativement à 111,4 M\$, ou 1,08 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du BAIIA enregistrée au quatrième trimestre de 2018 par rapport au quatrième trimestre de 2017.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, la Société a inscrit des fonds provenant des activités d'exploitation de 495,3 M\$, ou 4,76 \$ par action, comparativement à 433,2 M\$, ou 4,23 \$ par action, pour la période correspondante de 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du BAIIA enregistrée en 2018.

8.11.2 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Les flux de trésorerie disponibles fournissent une indication de la capacité de la Société de continuer de générer des liquidités discrétionnaires grâce à l'exercice de ses activités d'exploitation et autres activités. Les flux de trésorerie disponibles correspondent aux flux de trésorerie de la période qui sont disponibles pour les fournisseurs de capitaux, c'est-à-dire les créanciers et les actionnaires de la Société.

Pour le quatrième trimestre de 2018, la Société a enregistré des flux de trésorerie disponibles de 290,4 M\$, ou 2,78 \$ par action, comparativement à des flux de trésorerie disponibles de 298,6 M\$, ou 2,90 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2017. La diminution des flux de trésorerie disponibles est attribuable en partie à la hausse des dépenses d'investissement nettes engagées au quatrième trimestre de 2018 par rapport au quatrième trimestre de 2017.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, la Société a généré des flux de trésorerie disponibles de 547,4 M\$, ou 5,26 \$ par action, comparativement à 296,1 M\$, ou 2,89 \$ par action, pour la période correspondante de 2017. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles est principalement attribuable à l'importante variation positive des éléments hors trésorerie du fonds de roulement enregistrée au cours de la période.

Les flux de trésorerie disponibles pour l'exercice se sont établis à 547,4 M\$, soit 220,6 % du résultat net attribuable aux actionnaires, en raison essentiellement d'une meilleure gestion du fonds de roulement.

9 SITUATION DE TRÉSORERIE

	Quatrième trimestre		Exercice complet	
	2018	2017	2018	2017
	Période allant du 30 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
(en millions de dollars)				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	337,4 \$	330,4 \$	669,7 \$	395,4 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	293,3 \$	(76,3) \$	77,7 \$	(52,6) \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(556,6) \$	(260,3) \$	(678,1) \$	(394,5) \$
Effet des variations des cours du change sur la trésorerie	8,2 \$	5,0 \$	6,0 \$	(0,2) \$
Variation nette de la trésorerie	82,3 \$	(1,2) \$	75,3 \$	(51,9) \$
Dividendes versés	18,8 \$	18,2 \$	78,1 \$	70,4 \$
Dépenses d'investissement nettes	47,0 \$	31,8 \$	122,3 \$	99,3 \$

9.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 337,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018, comparativement à 330,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017.

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 669,7 M\$ pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, comparativement à 395,4 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'augmentation des fonds provenant des activités d'exploitation est principalement attribuable à l'importante variation positive des éléments hors trésorerie du fonds de roulement enregistrée au cours de la période.

9.2 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement du quatrième trimestre de 2018 ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 293,3 M\$, comparativement à des sorties de trésorerie de 76,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017. Au cours du trimestre, la Société a prélevé un montant de 335,2 M\$ sur sa facilité de crédit, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts, d'un montant de 23,1 M\$ et versé des dividendes aux actionnaires de 18,8 M\$. Au quatrième trimestre de 2017, la Société a émis 0,3 M\$ d'actions, remboursé un montant de 33,4 M\$ sur sa facilité de crédit, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts, d'un montant de 25,0 M\$ et versé des dividendes aux actionnaires de 18,2 M\$.

Les activités de financement de la période de 12 mois close le 31 décembre 2018 ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 77,7 M\$, comparativement à des sorties de trésorerie de 52,6 M\$ pour la période correspondante de 2017. Au cours de la période de 12 mois, la Société a émis 1,4 M\$ d'actions, prélevé un montant de 217,7 M\$ sur sa facilité de crédit, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts, d'un montant de 63,3 M\$ et versé des dividendes aux actionnaires de 78,1 M\$. Au cours de la période correspondante de 2017, la Société a émis 2,6 M\$ d'actions, prélevé un montant de 66,8 M\$ sur sa facilité de

crédit, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts, d'un montant de 51,6 M\$ et versé des dividendes aux actionnaires de 70,4 M\$.

9.3 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement du quatrième trimestre de 2018 se sont soldées par des sorties de trésorerie de 556,6 M\$, contre 260,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017. La Société a effectué des sorties de fonds liées à des acquisitions d'entreprises passées et courantes pour un coût de 509,7 M\$ et a fait l'acquisition de matériel et d'immobilisations incorporelles totalisant 49,2 M\$ au quatrième trimestre de 2018, en comparaison de 227,8 M\$ et de 34,4 M\$, respectivement, au cours de la période correspondante de 2017.

Les activités d'investissement de la période de 12 mois close le 31 décembre 2018 se sont soldées par des sorties de trésorerie de 678,1 M\$, contre 394,5 M\$ pour la période correspondante de 2017. La Société a effectué des sorties de fonds liées à des acquisitions d'entreprises passées et courantes de 556,7 M\$ et a fait l'acquisition de matériel et d'immobilisations incorporelles totalisant 126,8 M\$ au cours de l'exercice 2018, en comparaison de 291,9 M\$ et de 104,1 M\$, respectivement, au cours de la période correspondante de 2017.

9.4 DETTE NETTE

(en millions de dollars)	2018	2017
	Au 31 décembre	Au 31 décembre
Passifs financiers ¹⁾	1 524,7 \$	1 229,9 \$
Moins : trésorerie	(254,7) \$	(185,1) \$
Dettes nettes*	1 270,0 \$	1 044,8 \$
BAIIA ajusté sur 12 mois continus*	660,0 \$	555,2 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

1) Les passifs financiers sont constitués de la dette à long terme et des autres passifs financiers, y compris leur partie courante.

Au 31 décembre 2018, l'état de la situation financière de la Société était sain et comportait un bon équilibre entre les dettes et les capitaux propres. La dette nette de la Société s'est établie à 1 270,0 M\$ et son ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sur 12 mois continus, à 1,9 fois. En incluant le BAIIA ajusté sur 12 mois complets pour tenir compte de toutes les acquisitions, le ratio est également de 1,8 fois.

9.5 DIVIDENDES

Le 7 novembre 2018, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,375 \$ par action ordinaire, à payer aux porteurs d'actions ordinaires inscrits le 31 décembre 2018. Ce dividende a été versé le 15 janvier 2019. Au 31 décembre 2018, 104 441 416 actions étaient émises et en circulation, en comparaison de 103 160 592 au 31 décembre 2017. Au quatrième trimestre de 2018, une partie du dividende payé au troisième trimestre a été réinvestie dans 312 230 actions ordinaires dans le cadre du RRD. Les dividendes déclarés au quatrième trimestre de 2018 ont totalisé 39,2 M\$, contre 39,1 M\$ au troisième trimestre de 2018. Les porteurs de 52 307 735 actions, représentant 50,1 % du total des actions en circulation en date du 31 décembre 2018, ont choisi de participer au RRD. De ce fait, du total des dividendes payés le 15 janvier 2019, 19,6 M\$ ont été réinvestis en actions de la Société. La sortie nette de trésorerie, le 15 janvier 2019, a été de 19,6 M\$ pour le paiement du dividende du quatrième trimestre.

Le conseil d'administration de la Société (le « conseil ») a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié compte tenu du résultat actuel de la Société et de ses besoins financiers actuels en fonction de ses activités. Il est prévu que le dividende demeurera à ce niveau, sous réserve de l'évaluation continue par le conseil des besoins futurs, de la performance financière, des liquidités, et d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents. Le montant réel de tout dividende de même que chaque date de déclaration, date de clôture des registres et date de paiement sont déterminés par le conseil, à sa discrétion. Certains

renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

9.6 OPTIONS SUR ACTIONS

Au 13 mars 2019, 966 411 options sur actions étaient en cours, à un prix d'exercice variant de 35,12 \$ à 59,75 \$.

9.7 SOURCES DE FINANCEMENT

	2018	2017
(en millions de dollars)	Au 31 décembre	Au 31 décembre
Trésorerie	254,7 \$	185,1 \$
Facilité de crédit consortiale disponible	918,0 \$	584,7 \$
Autres facilités de crédit d'exploitation	101,9 \$	80,2 \$
Sources de financement à court terme disponibles	1 274,6 \$	850,0 \$

La Société estime que ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et ses sources de financement à court terme disponibles lui permettront de soutenir sa stratégie de croissance, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses d'investissement prévues et d'offrir à ses actionnaires un rendement sur leurs investissements.

9.8 FACILITÉ DE CRÉDIT

Au 31 décembre 2018, la Société disposait d'une facilité de crédit d'un montant maximal de 1 800,0 M\$ US consentie par un consortium d'institutions financières. La facilité de crédit peut être utilisée pour i) financer les frais généraux de la Société, son fonds de roulement et ses dépenses d'investissement, et ii) financer ses futures acquisitions d'entreprises. Aux termes de cette facilité de crédit, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de respecter certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses se rapportent aux ratios de la dette nette consolidée sur le BAIIA ajusté consolidé et de la couverture des charges fixes. La direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues en vertu de sa facilité de crédit. Toutes les clauses étaient respectées au 31 décembre 2018.

10 SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

	2018					2017				
	Total	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	
(en millions de dollars, sauf les données par action)	Sur 12 mois	Période allant du 30 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} juillet au 29 septembre	Période allant du 1 ^{er} avril au 30 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 mars	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 2 juillet au 30 septembre	Période allant du 2 avril au 1 ^{er} juillet	Période allant du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} avril	
Résultats d'exploitation										
Produits des activités ordinaires	7 908,1	\$ 2 043,9	\$ 1 927,6	\$ 2 025,9	\$ 1 910,7	\$ 1 954,3	\$ 1 636,8	\$ 1 717,2	\$ 1 633,9	
Produits des activités ordinaires nets*	6 020,6	\$ 1 541,0	\$ 1 468,8	\$ 1 541,1	\$ 1 469,7	\$ 1 478,6	\$ 1 286,2	\$ 1 315,9	\$ 1 275,9	
BAlIA ajusté*	660,0	\$ 169,5	\$ 187,5	\$ 169,5	\$ 133,5	\$ 140,0	\$ 160,4	\$ 140,3	\$ 114,5	
Résultat net attribuable aux actionnaires	248,1	\$ 43,3	\$ 87,7	\$ 67,4	\$ 49,7	\$ 30,3	\$ 72,6	\$ 62,8	\$ 47,6	
Résultat net de base par action		0,41	\$ 0,84	\$ 0,65	\$ 0,48	\$ 0,29	\$ 0,71	\$ 0,61	\$ 0,47	
Résultat net dilué par action		0,41	\$ 0,84	\$ 0,65	\$ 0,48	\$ 0,29	\$ 0,71	\$ 0,61	\$ 0,47	
Carnet de commandes*		7 678,7	\$ 6 509,1	\$ 6 706,9	\$ 6 718,8	\$ 6 361,6	\$ 5 963,9	\$ 5 864,6	\$ 5 985,3	
Dividendes										
Dividendes déclarés	156,0	\$ 39,2	\$ 39,1	\$ 38,9	\$ 38,8	\$ 38,7	\$ 38,5	\$ 38,4	\$ 38,2	
Dividendes déclarés, par action	1,50	\$ 0,375	\$ 0,375	\$ 0,375	\$ 0,375	\$ 0,375	\$ 0,375	\$ 0,375	\$ 0,375	

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

11 ANALYSE DES PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES

	2018	2017	2016
(en millions de dollars, sauf les données par action)			
Produits des activités ordinaires	7 908,1 \$	6 942,2 \$	6 379,6 \$
Produits des activités ordinaires nets*	6 020,6 \$	5 356,6 \$	4 895,1 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires	248,1 \$	213,3 \$	199,1 \$
Résultat net par action attribuable aux actionnaires			
De base	2,38 \$	2,08 \$	1,97 \$
Dilué	2,38 \$	2,08 \$	1,97 \$
Total de l'actif	7 766,6 \$	6 523,6 \$	6 128,7 \$
Passifs financiers ¹⁾	1 524,7 \$	1 229,9 \$	1 082,1 \$
Dividendes déclarés aux actionnaires	156,0 \$	153,8 \$	150,8 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

1) Les passifs financiers sont constitués de la dette à long terme et des autres passifs financiers, incluant leur partie courante.

Les produits des activités ordinaires, les produits des activités ordinaires nets, le résultat net attribuable aux actionnaires et le résultat net attribuable aux actionnaires par action ont tous augmenté en raison principalement de la croissance interne et des acquisitions réalisées en 2017 et en 2018. Toutes les acquisitions ont une incidence directe, non seulement sur les produits des activités ordinaires, mais aussi sur le total de l'actif, puisque les actifs acquis, y compris les immobilisations incorporelles et le goodwill, sont comptabilisés après chaque acquisition.

Les passifs financiers ont augmenté entre 2016 et 2018, du fait que la Société a financé ses acquisitions en partie au moyen de sa facilité de crédit.

En 2016, en 2017 et en 2018, la Société a déclaré et payé à ses actionnaires des dividendes trimestriels totalisant 1,50 \$ par action ordinaire annuellement.

12 GOUVERNANCE

12.1 CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (les « CPCI ») et ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur est communiquée, particulièrement durant la période de préparation des rapports annuels;
- l'information qui doit être présentée dans les rapports annuels, les rapports intermédiaires ou les autres rapports que la Société dépose ou soumet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont évalué ou fait évaluer sous leur supervision l'efficacité des CPCI et, à la lumière de leur évaluation, ont conclu que la conception et le fonctionnement des CPCI de la Société étaient efficaces au 31 décembre 2018.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision un contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité des CIIF de la Société, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement des CIIF étaient efficaces au 31 décembre 2018, d'après le cadre intégré de contrôle interne reconnu qui a été conçu par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (le « cadre de 2013 du COSO »).

En raison des limites inhérentes des CPCI et du CIIF, la direction ne s'attend pas à ce que les CPCI et le CIIF permettent de prévenir ou de détecter toutes les erreurs ou les anomalies intentionnelles résultant d'actes frauduleux.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont restreint l'étendue des travaux de conception des CPCI et du CIIF afin d'exclure les contrôles, méthodes et procédures liés aux acquisitions d'Irwinconsult et de Louis Berger, conclues respectivement le 5 décembre 2018 et le 18 décembre 2018, comme il est permis en vertu du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, lequel autorise ce genre de traitement pour les 365 jours suivant une acquisition.

Il n'est survenu, au cours de la période allant du 30 septembre 2018 au 31 décembre 2018, aucun changement touchant le CIIF de la Société qui a eu, ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'il aura, une incidence significative sur le CIIF de la Société. Les contrôles continueront d'être analysés périodiquement afin d'assurer une amélioration continue.

12.2 RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil a un rôle de surveillance à l'égard de l'information financière communiquée au public. De ce fait, le comité d'audit et le conseil de WSP ont revu et approuvé les états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017 ainsi que le présent rapport de gestion avant leur publication.

13 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables adoptées par la Société sont décrites aux notes 2 et 3 de ses états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

La préparation des états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des jugements ayant une incidence sur les montants présentés des actifs, des passifs et des capitaux propres et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, de même que sur les montants présentés des produits des activités ordinaires et des charges pour la période de présentation de l'information financière.

Les estimations et les jugements sont passés en revue continuellement. Ils se fondent sur les tendances antérieures et sur d'autres facteurs, notamment les attentes quant aux événements futurs dont on estime la matérialisation probable dans des circonstances raisonnables. Les paragraphes qui suivent décrivent :

- les estimations et les hypothèses comptables les plus critiques formulées par la direction lors de l'établissement de la valeur des actifs et des passifs;
- les jugements les plus critiques posés par la direction lors de l'application des méthodes comptables.

ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES CRITIQUES

La Société formule des estimations et pose des hypothèses concernant l'avenir. Par définition, les estimations comptables qui en découlent correspondent rarement aux résultats réels. Les estimations et les hypothèses qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours du prochain exercice sont présentées ci-dessous.

Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation

La Société évalue l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation en fonction du temps et des frais de matériel portés au compte de chaque projet. L'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation pour chaque projet est examiné mensuellement pour déterminer si le montant reflète fidèlement le montant qui sera facturé pour le projet. Lorsque l'examen révèle que la valeur de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation est supérieure au montant qui pourra être facturé, des ajustements sont apportés à l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. L'évaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation suppose l'estimation de l'ampleur du travail requis pour terminer le projet. Toute variation de ces estimations pourrait entraîner une sous-évaluation ou une surévaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation.

Immobilisations incorporelles identifiables et goodwill

Au 31 décembre 2018, les immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill, exclusion faite des logiciels et des accords de non-concurrence, représentaient 3 794,6 M\$ (3 267,1 M\$ au 31 décembre 2017) du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière. Ces actifs résultent des acquisitions d'entreprises, et la Société a eu recours à la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ces transactions. Lors de l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris ainsi que de leur durée d'utilité estimative, la direction s'est fondée sur des estimations et des hypothèses importantes concernant les projections des flux de trésorerie, le risque économique et le coût moyen pondéré du capital.

Les immobilisations incorporelles liées aux regroupements d'entreprises et constatées séparément du goodwill sont initialement comptabilisées à la juste valeur à la date d'acquisition et amorties sur leur durée d'utilité déterminée. Si les résultats réels différaient de ces estimations, la Société pourrait devoir augmenter sa dotation à l'amortissement ou ses pertes de valeur.

Provision pour litiges

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de poursuites pour des travaux effectués dans le cadre de projets. Elle souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle pour gérer les risques liés à de telles poursuites. La direction détermine le montant des provisions pour litiges de la Société à la lumière des conseils et des renseignements fournis par ses conseillers juridiques et de son expérience passée en matière de règlement de poursuites semblables. Les règlements finaux pourraient avoir une incidence sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

Obligations au titre des prestations de retraite

La valeur actuelle des obligations est calculée selon une méthode actuarielle qui repose sur un certain nombre d'hypothèses concernant l'avenir. Ces hypothèses clés sont revues périodiquement à la lumière des conditions de marché et des données dont dispose la direction.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie aux lois et règlements fiscaux dans plusieurs juridictions. Elle doit donc formuler des estimations pour déterminer sa charge d'impôt exigible à l'échelle mondiale. Pour plusieurs transactions et calculs, il est difficile de déterminer avec certitude le montant de l'impôt à payer. La Société comptabilise des passifs en prévision de certaines questions susceptibles de faire l'objet de vérifications par les autorités fiscales, en estimant les impôts additionnels qu'elle pourrait devoir verser par suite de ces vérifications. Si le montant de la charge d'impôt relative à ces questions diffère des montants comptabilisés initialement, ces différences auront une incidence sur les actifs et passifs d'impôt exigible et différé de la période au cours de laquelle cette détermination est faite. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux prêtent à interprétation. Au besoin, des provisions sont inscrites au titre des montants que la Société s'attend à devoir verser aux autorités fiscales.

JUGEMENTS CRITIQUES DANS L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES DE LA SOCIÉTÉ

Actifs d'impôt différé

La détermination de la probabilité que la Société génère un bénéfice imposable suffisant à l'égard duquel les actifs d'impôt différé puissent être utilisés repose sur les plus récentes prévisions budgétaires approuvées de la Société, après ajustement pour tenir compte des éléments importants qui ne sont ni imposables ni déductibles et des limites spécifiques d'utilisation des crédits ou pertes d'impôts non utilisés. Les règles fiscales des nombreuses juridictions dans lesquelles la Société exerce ses activités sont aussi prises en considération. La comptabilisation des actifs d'impôt différé soumis à certaines limites légales ou économiques ou à des incertitudes est évaluée individuellement par la direction en fonction des faits ou circonstances spécifiques.

14 NORMES COMPTABLES FUTURES

Les normes suivantes ont été publiées, mais n'étaient pas encore en vigueur au 31 décembre 2018 :

IFRS 16 *Contrats de location*

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 *Contrats de location*, qui établit de nouveaux principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation de l'information sur les contrats de location. La norme remplace IAS 17 *Contrats de location* et d'autres interprétations relatives aux contrats de location, élimine le classement des contrats de location à titre de contrats de location simple ou de contrats de location-financement et introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur.

Le modèle unique de comptabilisation des contrats de location se traduira par la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative reflétant la valeur actualisée des paiements de loyers futurs. La dotation aux amortissements pour l'actif au titre du droit d'utilisation, ou la charge au titre du droit d'utilisation, et la charge d'intérêts liée à l'obligation locative remplaceront les charges au titre des contrats de location simple qui étaient comptabilisées selon IAS 17 *Contrats de location*.

IFRS 16 *Contrats de location* peut être appliquée au moyen de l'une des deux méthodes suivantes : a) de façon rétrospective avec retraitement à chaque période antérieure pour laquelle la Société présente de l'information financière; b) de façon rétrospective en comptabilisant l'effet cumulé de l'application initiale de la norme à la date de première application (méthode rétrospective modifiée). La Société a l'intention d'adopter IFRS 16 *Contrats de location* selon la méthode d'adoption rétrospective modifiée.

La Société s'attend à ce que l'adoption et l'application d'IFRS 16 *Contrats de location* à compter du 1^{er} janvier 2019 se traduisent par une augmentation importante de ses actifs et de ses passifs du fait de la comptabilisation des actifs au titre du droit d'utilisation et des obligations locatives, augmentation estimée entre 1 000 M\$ et 1 200 M\$.

IFRIC 23 *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

En juin 2017, l'IFRS Interpretations Committee a publié l'IFRIC 23, qui apporte des éclaircissements sur la façon d'appliquer les dispositions d'IAS 12 *Impôts sur le résultat* en matière de comptabilisation et d'évaluation en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux.

La Société a évalué l'incidence de l'adoption de cette interprétation en comptabilité sur ses états financiers et a conclu que l'incidence ne sera pas importante.

Aucune autre interprétation des IFRS (ou IFRIC) qui n'est pas encore en vigueur ne devrait avoir d'incidence importante sur la Société.

15 INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de change

La Société exerce des activités à l'échelle internationale, ce qui accroît considérablement son exposition au risque de change en raison des transactions qu'elle conclut en dollars américains, en livres sterling, en couronnes suédoises et en euros, et en raison des actifs nets qu'elle détient dans des établissements à l'étranger. Ces risques sont atténués par les achats et les dépenses d'exploitation qu'elle fait dans ces monnaies. Le risque de change représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs liés à un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours de change et lorsqu'une variation des cours de change aurait une incidence directe sur le résultat net de la Société.

La Société a recours à certains instruments financiers pour gérer son exposition aux fluctuations des cours de change. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de négociation. Les profits et pertes de change sur les investissements nets ainsi que la partie efficace des profits et pertes sur les instruments qui servent de couverture des investissements nets sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat global.

Afin de réduire le risque lié aux fluctuations des cours de change, la Société a désigné la dette à long terme libellée en dollars américains et en livres sterling comme instrument de couverture de l'investissement net en dollars américains et en livres sterling.

Risque de crédit

Le risque de crédit de la Société découle principalement des créances clients. Les montants figurant à l'état de la situation financière sont présentés déduction faite des pertes de crédit attendues estimées par la direction en fonction notamment de l'âge des créances clients et de la probabilité actuelle et future de recouvrement. En général, la Société n'exige pas de garantie ni d'autre sûreté des clients à l'égard de leurs créances; cependant, elle ne leur accorde du crédit qu'après avoir procédé à une évaluation de leur solvabilité. De plus, la Société réévalue régulièrement la qualité du crédit de tous ses clients et estime la perte de crédit potentielle lorsque la probabilité de recouvrement d'une créance a diminué de façon significative. La Société estime que le risque de crédit auquel l'exposent les créances clients est limité.

La Société réduit son risque de crédit en offrant ses services à une diversité de clients, dans divers pays, secteurs d'activité et secteurs de l'économie.

16 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société détient le contrôle sur ses filiales, lesquelles sont consolidées dans les états financiers consolidés. Certains accords de gestion ont été mis en place avec des entités structurées qui fournissent différents services, principalement dans le secteur de l'architecture. Ces accords de gestion permettent à la Société d'exercer un contrôle sur la gestion et les activités de ces entités. La Société reçoit également des honoraires de gestion et a des obligations à l'égard des passifs et des pertes de ces entités. Compte tenu de ces faits et circonstances, la direction a conclu que ces entités sont contrôlées par la Société et, par conséquent, elle les a intégrées dans ses états financiers consolidés.

Les transactions entre les filiales et les entités structurées sont conclues dans le cours normal des activités, dans des conditions de concurrence normale. La totalité des transactions et des soldes intragroupe ont été éliminés.

La Société réalise certaines activités de concert avec d'autres parties dans le cadre de partenariats classés à titre d'entreprises communes. Pour comptabiliser ces partenariats, la Société inscrit sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires, des charges et des flux de trésorerie en utilisant les plus récents états financiers disponibles de ces partenariats.

Les transactions avec des filiales, des entités structurées, des entreprises associées ou des partenariats sont décrites plus en détail dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Les principaux dirigeants ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, de diriger et de contrôler les activités de la Société. On compte parmi ceux-ci le président et chef de la direction ainsi que les membres de l'équipe de direction mondiale. La rémunération totale payée ou à payer aux principaux dirigeants en 2018 s'est élevée à 31,4 M\$.

17 ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan, à l'exception de certains contrats de location simple relatifs à des locaux à bureaux, à du matériel informatique, à des véhicules et à des lettres de crédit. Conformément aux IFRS, aucune obligation en vertu de contrats de location ni aucun actif sous-jacent n'ont été comptabilisés à l'état de la situation financière, puisque les modalités de ces contrats de location ne répondaient pas aux critères permettant de les inscrire à l'actif.

18 ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Les tableaux qui suivent présentent sommairement les engagements contractuels à long terme de la Société (incluant les intérêts) :

(en millions de dollars)	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes à long terme*	44,0 \$	297,0 \$	308,6 \$	1 077,4 \$	– \$	– \$	1 727,0 \$
Autres passifs financiers non courants*	15,1 \$	7,2 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	22,3 \$

* Incluant la partie courante.

(en millions de dollars)	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Plus de 5 ans	Total
Obligations en vertu de contrats de location simple	253,0 \$	230,1 \$	207,0 \$	182,6 \$	158,7 \$	391,6 \$	1 423,0 \$

La Société a conclu des engagements contractuels comportant des dates d'échéance différentes, principalement pour la location de locaux à bureaux et de matériel informatique.

La Société génère des flux de trésorerie de ses activités d'exploitation et dispose des facilités de crédit nécessaires pour honorer tous ses engagements contractuels futurs.

19 PERSPECTIVES

Les perspectives ci-après sont datées du 13 mars 2019 et font partie du rapport de gestion 2018 portant sur les résultats financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018. Elles sont fournies afin d'aider les analystes et les actionnaires à forger leurs opinions respectives en ce qui concerne 2019, et leur utilisation à toute autre fin risque de ne pas convenir aux besoins du lecteur. Les mesures présentées sont susceptibles de changer. Les renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des fourchettes cibles, établies en date du 13 mars 2019, relativement aux diverses mesures qui seront utilisées pour l'exercice 2019 :

FOURCHETTE CIBLE POUR 2019	
Produits des activités ordinaires nets*	Entre 6 600 M\$ et 6 900 M\$
BAIIA ajusté*	Entre 740 M\$ et 790 M\$ ¹⁾
Saisonnalité et fluctuations du BAIIA ajusté*	Entre 18 % et 30 %, le premier trimestre étant le plus bas et le troisième, le plus haut
Taux d'impôt effectif	Entre 26 % et 28 %
Délai de recouvrement*	De 78 à 83 jours
Dépenses d'investissement nettes**	Entre 120 M\$ et 135 M\$
Dette nette sur le BAIIA ajusté*	Entre 1,5 fois et 2,5 fois ²⁾
Coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration*	Entre 30 M\$ et 40 M\$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** Correspond aux dépenses d'investissement liées aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles, déduction faite du produit des cessions.

1) Compte non tenu des répercussions possibles d'IFRS 16.

2) Cible à l'exclusion de toute dette requise pour financer des acquisitions éventuelles en 2019.

Les fourchettes cibles présentées dans le tableau ci-dessus ont été établies en supposant qu'aucune variation n'aura lieu dans les cours du change sur les marchés où la Société exerce ses activités. Aux fins de l'établissement de ses prévisions pour 2019, la Société a pris en considération plusieurs hypothèses relatives à l'économie et au marché concernant la concurrence, l'environnement politique et la performance économique de chaque région dans laquelle elle exerce des activités. Elle a aussi présumé que les facteurs économiques et la concurrence demeureraient stables dans les régions où elle exerce ses activités.

Les prévisions ont été préparées en utilisant les taux d'imposition en vigueur au 31 décembre 2018 dans les pays où la Société mène des activités et en supposant qu'aucun changement ne sera apporté à la législation fiscale applicable dans ces pays. Dans les prévisions pour 2019, la Société n'a pas tenu compte des éventuels regroupements d'entreprises, cessions, fusions ou autres transactions susceptibles de se produire après la publication du présent rapport de gestion daté du 13 mars 2019. La Société tient à préciser que les hypothèses utilisées pour établir les prévisions de 2019 pourraient se révéler incorrectes ou inexactes. Par conséquent, les résultats réels de la Société pourraient différer fortement des estimations formulées dans le présent rapport de gestion.

La Société prévoit afficher en 2019 une croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, de l'ordre de 2 % à 5 %, qui sera générée par tous les secteurs à présenter.

Les charges du siège social devraient totaliser entre 90 M\$ et 95 M\$ en 2019. La hausse des charges du siège social par rapport à 2018 s'explique principalement par l'acquisition de Louis Berger au quatrième trimestre de 2018. Les charges trimestrielles du siège social se situeront entre 20 M\$ et 25 M\$, se rapprochant du sommet de la fourchette au premier semestre, les synergies attendues ne se concrétisant qu'au cours du deuxième semestre de 2019.

Perspectives des secteurs à présenter

Canada

Forte d'un excellent rendement pour 2018 et de solides opportunités dans le secteur du transport et des infrastructures, la Société prévoit que la croissance interne des produits des activités ordinaires nets de ses activités canadiennes se situera entre l'extrémité inférieure et le milieu de l'intervalle de croissance à un chiffre. L'optimisation soutenue de l'exploitation et une participation dans une entreprise associée obtenue par la voie de l'acquisition de Louis Berger devraient améliorer la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social.

Amériques

La Société prévoit un solide exercice pour le secteur à présenter des Amériques. L'expansion du secteur du transport et des infrastructures aux États-Unis devrait constituer une base solide pour l'ensemble du secteur à présenter.

Un an après avoir réalisé plusieurs acquisitions dans la région de l'Amérique latine, la Société en est aux étapes finales de leur intégration. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets pour la région devrait être stable, avec une certaine amélioration des marges d'exploitation.

Sur une base consolidée, la croissance interne des produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter des Amériques devrait se situer entre le milieu et l'extrémité supérieure de l'intervalle de croissance à un chiffre.

EMOIA

Dans son ensemble, le secteur à présenter EMOIA devrait générer en 2019 une croissance interne des produits des activités ordinaires nets se situant à l'extrémité inférieure de l'intervalle de croissance à un chiffre, reflétant les attentes envers nos activités au Royaume-Uni et dans les pays nordiques.

Les pays nordiques ayant affiché une croissance interne solide des produits des activités ordinaires nets depuis plusieurs années, les indicateurs économiques indiquent une période de ralentissement en Suède et dans les autres pays scandinaves. Compte tenu des nombreuses acquisitions complémentaires réalisées au cours des dernières années, la priorité sera accordée en 2019 à l'amélioration de la marge d'exploitation dans cette région.

Au Royaume-Uni, les perspectives du secteur public demeurent florissantes. Toutefois, les préoccupations suscitées par le Brexit et son incidence potentiellement négative sur le niveau d'activité du secteur privé font en sorte que nos perspectives sont un peu plus prudentes qu'en 2018. Nous prévoyons donc une croissance interne des produits des activités ordinaires nets se situant à l'extrémité inférieure de l'intervalle de croissance à un chiffre pour la région.

L'Europe centrale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Sud, collectivement, devraient afficher une croissance interne négative des produits des activités ordinaires nets à un chiffre en 2018, en raison principalement de la persistance d'une conjoncture économique difficile dans ces régions. Les produits des activités ordinaires nets de ces trois régions combinées ont représenté moins de 7 % des produits des activités ordinaires nets totaux de la Société en 2018.

Asie-Pacifique

La Société prévoit un autre solide exercice pour ses activités australiennes, avec une croissance interne des produits des activités ordinaires nets se situant entre le milieu et l'extrémité supérieure de l'intervalle de croissance à un chiffre, en raison de l'obtention de plusieurs contrats importants dans le secteur du transport et des infrastructures au début de 2019, ainsi que d'un solide carnet de commandes.

Nos activités néo-zélandaises, qui représentent maintenant environ le quart des produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter Asie-Pacifique, devraient afficher une croissance interne des produits des activités ordinaires nets se situant au milieu de l'intervalle de croissance à un chiffre, découlant principalement du secteur du transport et des infrastructures de cette région.

Nos activités en Asie ont affiché une croissance interne négative des produits des activités ordinaires nets en 2018. Nous prévoyons, pour l'Asie dans son ensemble, une croissance interne des produits des activités ordinaires nets soit neutre, soit dans l'intervalle de croissance à un chiffre en 2019, alors que nous continuerons à appliquer notre approche visant l'expansion disciplinée de nos activités.

Sur une base consolidée, le secteur à présenter Asie-Pacifique devrait afficher une croissance interne des produits des activités ordinaires nets se situant au milieu de l'intervalle de croissance à un chiffre.

20 ÉNONCÉS PROSPECTIFS

En plus de communiquer des données historiques, la Société formule ou présente, dans le présent rapport de gestion, des énoncés ou de l'information qui ne sont pas fondés sur des faits passés et peuvent être considérés comme étant de l'information prospective ou des énoncés prospectifs en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou à un rendement futur et reflètent les attentes de la direction quant à la croissance, aux résultats d'exploitation, au rendement et aux perspectives d'affaires de même qu'aux débouchés de la Société ou de son secteur d'activité.

Ce rapport de gestion contient des énoncés prospectifs, y compris les perspectives discutées à la rubrique 19. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « pouvoir », « devoir », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer » ou d'autres termes semblables, employés au présent, au futur ou au conditionnel, y compris à la forme négative. Ces énoncés prospectifs traduisent les opinions actuelles de la direction et sont fondés sur certaines hypothèses et certains facteurs présentés dans le présent rapport de gestion, hypothèses et facteurs qui, par leur nature, sont assujettis à des incertitudes et à des risques inhérents. Bien que la Société considère que ces hypothèses et ces facteurs sont raisonnables en fonction des renseignements disponibles au 13 mars 2019, les événements ou les résultats pourraient différer fortement des résultats, des prévisions ou des conclusions prévus de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Pour évaluer les énoncés prospectifs, les investisseurs devraient spécifiquement prendre en compte divers facteurs, notamment, mais sans s'y limiter, les facteurs de risque décrits aux sections suivantes de la rubrique 21 du rapport de gestion de 2018 : « activités internationales », « risque lié à la réputation », « risques pour la santé, la sécurité et l'environnement », « non-conformité aux lois et aux règlements », « défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques », « modifications du carnet de commandes », « produits provenant de contrats avec des instances gouvernementales », « mécanismes de contrôles et divulgation », « risque de poursuites », « croissance par voie d'acquisitions », « intégration et gestion des acquisitions », « défis associés à la taille », « risques associés à des contrats pour services professionnels », « partenariats », « conjoncture économique », « dépendance de la Société envers des fournisseurs et des sous-traitants », « disponibilité et rétention de personnel professionnel qualifié », « utilisation adéquate de la main-d'œuvre », « arrêt de travail et conflits de travail », « plafonds d'assurance », « conditions météorologiques extrêmes et impact de catastrophes naturelles ou autres », « concurrence dans le secteur », « modifications de la réglementation », « sensibilité accrue face aux facteurs environnementaux », « détérioration de la situation financière ou de la position nette de trésorerie », « besoins en fonds de roulement », « créances clients », « hausse de l'endettement et de la mobilisation de capitaux », « dépréciation du goodwill », « exposition aux monnaies étrangères », « impôt sur

le résultat », « obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies sous-capitalisés », « dilution potentielle », « émission éventuelle d'actions privilégiées », « risques liés aux énoncés prospectifs ». Les investisseurs devraient également prendre en considération les autres risques dont il est fait mention dans les rapports que la Société dépose de temps à autre auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières, qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats indiqués de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Les énoncés prospectifs de la Société sont fondés sur des postulats que cette dernière considérerait comme étant raisonnables au 13 mars 2019, comme des postulats à propos de ce qui suit : la conjoncture économique et politique, l'état de l'économie mondiale et de l'économie dans les régions où la Société exerce des activités, l'état des marchés de capitaux et de crédit mondiaux et locaux et l'accès à ces marchés, les taux d'intérêt, les besoins en fonds de roulement, le recouvrement de créances, l'obtention de nouveaux contrats par la Société, le type de contrats conclus par la Société, les marges anticipées relativement aux nouveaux contrats obtenus, l'utilisation de la main-d'œuvre par la Société, la capacité de la Société d'attirer de nouveaux clients, la capacité de la Société de retenir ses clients, les changements dans l'exécution des contrats, la réalisation des projets, la concurrence, la capacité de la Société de réussir l'intégration des entreprises acquises, l'acquisition et l'intégration futures d'entreprises, la capacité de la Société de gérer la croissance, les facteurs externes qui touchent les activités internationales de la Société, l'état du carnet de commandes de la Société, les ententes de partenariats en cours ou celles que la Société conclura, les immobilisations par les secteurs public et privé, les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants, les relations avec la direction, les professionnels clés et les autres employés de la Société, le maintien en vigueur d'assurances suffisantes, la gestion du risque environnemental et des risques en matière de santé et de sécurité, le caractère suffisant des systèmes d'information, de la technologie de communication et des autres éléments technologiques actuels et planifiés de la Société, la conformité aux lois et aux règlements, les poursuites judiciaires futures, le caractère adéquat des mécanismes internes de contrôle et d'information, le cadre réglementaire, la dépréciation du goodwill, la fluctuation des devises étrangères, les lois et les règlements en matière de fiscalité auxquels la Société est assujettie, et l'état des régimes d'avantages sociaux de la Société. Le présent rapport de gestion fait état d'autres postulats (particulièrement sous la rubrique « Perspectives »). Si ces postulats ne se révèlent pas exacts, les résultats réels de la Société pourraient différer fortement de ceux qui sont décrits de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Les résultats et les événements pourraient différer sensiblement des attentes actuelles en raison des risques associés au secteur à présenter de la Société, à l'industrie et à l'économie mondiale, de même qu'en raison des postulats avancés relativement à ces risques. De ce fait, rien ne garantit que les résultats réels seront conformes à ceux formulés dans les énoncés prospectifs. La Société ne met pas à jour ni ne révisé nécessairement les énoncés prospectifs, même si de nouvelles informations deviennent disponibles, à moins que la loi ne l'exige. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

21 FACTEURS DE RISQUE

Les résultats d'exploitation, les perspectives d'affaires, la situation financière et la réalisation du plan stratégique mondial de la Société sont assujettis à divers risques et incertitudes et subissent l'influence d'un certain nombre de facteurs qui pourraient avoir d'importantes répercussions négatives sur ses activités, sa situation financière et ses perspectives. Ces risques devraient être pris en considération pour évaluer un investissement dans la Société et pourraient, entre autres, entraîner une baisse du cours des actions de la Société et compromettre sa capacité à déclarer des dividendes sur ces dernières.

Cette section donne une description des risques que la Société considère comme étant les plus importants pour ses activités. Ce n'est toutefois pas une liste exhaustive des risques potentiels auxquels elle fait, ou pourrait faire face. D'autres risques et incertitudes dont la Société n'a actuellement pas connaissance ou qu'elle ne considère pas comme importants à l'heure actuelle pourraient survenir et nuire à ses activités.

Risques liés aux activités

Activités internationales

Nos activités sont tributaires du succès et de la croissance de nos opérations internationales, et la direction s'attend à ce que les opérations internationales continuent de représenter une partie considérable des produits des activités ordinaires de la Société, qui l'exposeront à divers risques, notamment :

- les risques liés à la conjoncture et à l'instabilité sociales, politiques et économiques générales dans un ou plusieurs marchés étrangers et dans le monde, notamment des récessions, des changements ou des troubles politiques et d'autres crises économiques dans un ou plusieurs des marchés où elle mène des activités;
- les risques liés à l'obligation de respecter un large éventail de lois locales, nationales et internationales et aux modifications aux lois, aux cadres et aux pratiques réglementaires qui pourraient avoir des effets négatifs;
- les risques liés à la difficulté ou aux frais pour faire respecter les droits contractuels à cause de l'absence de système judiciaire ou d'autres facteurs dans certains territoires;
- les difficultés et les coûts de la dotation en personnel et de la gestion d'établissements situés dans de nombreux pays et les changements de conditions de travail;
- les difficultés, les retards et les frais subis ou encourus relativement aux mouvements de personnel et aux contacts des employés avec les autorités des douanes et de l'immigration de divers pays;
- un risque accru de créances irrécouvrables et de cycles de recouvrement plus longs;
- les fluctuations des taux de change;
- les structures fiscales multiples qui peuvent même se chevaucher;
- un contrôle des changes, d'autres réductions en matière de financement et des limites ou restrictions sur la capacité de la Société de rapatrier des espèces, des fonds ou des capitaux investis ou détenus à l'extérieur du Canada;
- les hostilités et le terrorisme à l'échelle internationale;
- des défis d'ordre culturel, logistique et communicationnel.

Risque lié à la réputation

Pour rester compétitive, la Société dépend dans une large mesure de ses relations avec ses clients et de sa réputation pour la prestation de services professionnels de grande qualité et en tant que firme de services professionnels qui respecte les plus hautes normes d'éthique. Cette bonne réputation joue un rôle important dans le succès à long terme de la Société et est essentielle pour lui permettre de demeurer concurrentielle et de maintenir son goodwill. Le défaut de la Société de répondre aux attentes de ses clients dans le cadre d'un projet, y compris la possibilité d'une défaillance ou d'un incident grave ayant des répercussions sur le projet, pourrait avoir une incidence négative sur la façon dont elle est perçue dans le marché. La Société a déjà fourni des informations précises au sujet d'enquêtes, d'allégations et de constatations de conduite inappropriée visant certaines de ses activités ou certains de ses administrateurs, dirigeants et employés. En outre, le non-respect par la Société des lois et des règlements applicables ou des lignes directrices généralement reconnues en matière de responsabilités d'entreprise, environnementales, sociales ou de gouvernance, des inconduites, des actes de corruption, des contributions politiques illégales, la violation, alléguée ou prouvée, de lois et de règlements par la Société, des pratiques anticoncurrentielles ou des actes criminels commis par ses dirigeants, ses employés, ses mandataires ou ses partenaires ou d'autres actes ou omissions sur le plan éthique pourraient avoir des incidences négatives sur sa réputation. Un certain nombre d'autres facteurs pourraient également nuire à la réputation de la Société, notamment des questions relatives à la compétence, à la qualité réelle ou alléguée, au calendrier ou aux problèmes de rendement touchant ses projets, à un mauvais dossier en matière de santé et de sécurité ou à l'exactitude et à la qualité des rapports financiers et des documents d'information destinés au public. Toute mauvaise publicité concernant la Société ou tout grave préjudice causé à sa réputation et à son image pourraient avoir une incidence défavorable sur la perception et la confiance des clients et pourraient entraîner l'annulation de projets en cours et nuire à sa capacité d'obtenir des projets à l'avenir. De plus, l'omniprésence des médias sociaux et le partage viral de l'information pourraient accentuer toute publicité négative concernant notre entreprise.

Risques pour la santé, la sécurité et l'environnement

Les systèmes de la Société en matière de santé, de sécurité et d'environnement visent à réduire les risques pour les personnes, l'environnement et ses activités. Beaucoup d'employés sont cependant exposés à des risques pour la santé et la sécurité ainsi qu'à des risques environnementaux dans le cadre de leur emploi. Un certain nombre de ces risques pourraient causer des blessures, des décès ou des dommages à l'environnement ou aux biens de la Société ou de tiers. Il pourrait aussi arriver que la responsabilité civile ou légale de la Société envers des employés soit engagée ou que sa réputation soit entachée à la suite de blessures ou de décès qui surviendraient parce que les politiques et les pratiques en matière de santé et de sécurité seraient inadéquates. La Société ne peut se protéger entièrement contre tous ces risques, et tous les risques ne sont pas par ailleurs assurables. La Société pourrait être déclarée responsable de dommages découlant d'événements pour lesquels elle ne peut obtenir d'assurance ou pour lesquels elle pourrait avoir choisi de ne pas s'assurer en raison de primes trop élevées ou pour d'autres motifs. De plus, la Société risque de devoir engager des coûts additionnels à l'égard de projets dans le cadre desquels se sont produits des dommages à l'environnement ou des incidents concernant la santé et la sécurité, parce qu'il faudra plus de temps pour les réaliser ou parce que des blessures entraîneront des pertes de temps.

Non-conformité aux lois et aux règlements

La Société fait face à des risques liés au non-respect des lois, notamment des mesures anticorruption, des restrictions commerciales, des lois sur les valeurs mobilières, des lois antitrust, des lois entourant la confidentialité des données et des lois régissant les relations de travail, ainsi qu'à des risques liés à la corruption dans ses activités, à des agissements anticoncurrentiels, à des contributions politiques illicites et à des manquements à l'éthique, ainsi qu'à leur effet nuisible possible sur ses résultats. Même si la Société a adopté des mesures de contrôle et mis en place des politiques visant à atténuer ces risques, ces mesures de contrôle et ces politiques ont des limites ou des restrictions inhérentes : elles sont notamment susceptibles à l'erreur humaine, elles peuvent être contournées intentionnellement ou devenir inadéquates si les conditions changent. Les mesures de contrôle mises en place par la Société pourraient ne pas être suffisamment efficaces

pour la protéger contre les conséquences de tels agissements par ses anciens ou nouveaux administrateurs, dirigeants, employés, mandataires ou partenaires, ou contre la corruption touchant ses activités et des questions d'éthique. Par conséquent, des actes frauduleux, de la corruption ou d'autres actes imprudents ou criminels pourraient être commis et demeurer non détectés, ce qui occasionnerait une perte d'actifs ou une inexactitude dans les états financiers de la Société et ses documents d'information.

En outre, des actes frauduleux, de la corruption, une inconduite, une contribution politique illicite, la non-conformité aux lois et règlements déjà en vigueur ou proposés, des agissements anticoncurrentiels ou la commission d'une infraction criminelle ou d'actes malicieux par d'anciens ou nouveaux administrateurs, dirigeants, employés, mandataires ou partenaires de la Société, y compris ceux des entreprises acquises par la Société, pourraient la rendre passible d'amendes et de pénalités, de sanctions civiles, criminelles et administratives et l'exposer à une incapacité à soumissionner pour des contrats gouvernementaux ou privés, ou à obtenir de tels contrats, ce qui pourrait réduire ses produits des activités ordinaires et ses profits et pourraient nuire considérablement aux activités, aux résultats d'exploitation, à la situation financière, à la réputation, à la marque, et à l'expansion internationale de la Société et à sa capacité d'attirer et de retenir des employés et des clients, et pourraient avoir une incidence négative sur le cours des actions de la Société. L'imposition d'une sanction formelle par les autorités gouvernementales dans l'une ou l'autre de ces circonstances pourrait nécessiter la comptabilisation immédiate d'une charge en résultat et avoir une incidence négative sur les actifs, les passifs, les produits des activités ordinaires ou le goodwill de la Société.

Dans le cadre des relations d'affaires qu'elle entretient avec des organisations, des entreprises et des agences gouvernementales dans chacun des pays où elle mène des activités, WSP doit se conformer à des lois et des règlements complexes qui régissent les marchés publics et visent à faire en sorte que les organisations du secteur public octroient des contrats de manière transparente, compétitive, efficiente et non discriminatoire. Ces règles peuvent également imposer des mécanismes de vérification et des obligations de déclaration. WSP peut aussi être dans l'obligation, dans certains pays, d'obtenir des autorisations ou des attestations afin de conclure des contrats avec des organisations, des entreprises et des agences gouvernementales, autorisations et attestations qui peuvent être révoquées dans diverses circonstances, entre autres au gré d'une autorité gouvernementale ou si la Société ou ses entreprises affiliées, ses administrateurs ou ses dirigeants sont trouvés coupables d'une infraction. Le non-respect de ces lois et règlements par la Société ou la commission par la Société, ses dirigeants, employés ou mandataires d'une infraction ou d'une inconduite prévue par ces règles pourraient rendre la Société passible d'une déclaration d'incapacité à passer des contrats avec un organisme public ou dans certains pays, obligatoire ou discrétionnaire, permanente ou temporaire, et l'exposer à d'autres pénalités et sanctions. Advenant une déclaration de culpabilité à l'égard d'une infraction, la Société pourrait se voir refuser le droit de participer aux contrats avec des organisations, des entreprises et des agences gouvernementales pour de longues périodes. Une telle déclaration de culpabilité pourrait également porter atteinte à sa réputation. L'inadmissibilité de la Société à conclure des contrats avec les organismes publics, une condamnation à la suite de certaines infractions ou l'imposition d'amendes formelles à l'égard de telles infractions dans l'un ou l'autre des pays où elle exploite une entreprise ou exerce ses activités pourraient l'empêcher de présenter des soumissions relatives à des contrats publics ou en sous-traitance dans ce territoire ou ailleurs.

La Société est en outre assujettie, dans certains pays où elle mène des activités, à des lois qui accordent aux autorités gouvernementales le pouvoir d'établir des mesures exceptionnelles afin que des sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de l'adjudication, de l'attribution ou de la gestion de contrats publics puissent être récupérées. En lien avec un remboursement ou un règlement en vertu de telles mesures législatives, diverses conditions peuvent être imposées à la Société, et elle pourrait être tenue d'apporter certains changements à ses pratiques opérationnelles ce qui pourrait entraîner des coûts additionnels, en plus de compromettre sa capacité à saisir des occasions d'affaires.

Défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques

La Société compte beaucoup sur les systèmes d'information, la technologie de communication, les logiciels de design, les applications d'entreprise et d'autres applications et systèmes technologiques, notamment les réseaux mondiaux et régionaux, l'infrastructure des serveurs et des systèmes d'exploitation pour assurer son fonctionnement adéquat, la prestation de ses services et la réalisation des produits de ses activités ordinaires.

Si elle était incapable d'entretenir, de faire évoluer et d'augmenter continuellement les logiciels et le matériel informatique, de mettre à niveau ses systèmes et son infrastructure de réseau, de retenir son personnel clé en technologie de l'information et de prendre d'autres mesures pour améliorer l'efficacité de ses systèmes et les protéger, ses activités pourraient être interrompues ou retardées.

De plus, les systèmes informatiques et les systèmes de communication de la Société pourraient être endommagés ou leur fonctionnement pourrait être interrompu en raison de catastrophes naturelles, de pannes de télécommunication, d'actes de guerre ou de terrorisme, de virus informatiques, d'atteintes à la sécurité physique ou électronique ou d'événements ou de perturbations similaires. De plus, la Société fait face à des menaces d'accès non autorisés aux systèmes, de piratage informatique, de programmes malveillants et de cyberattaques organisées. La Société consacre d'importantes ressources à la sécurité de ses systèmes informatiques en procédant à des investissements et à des améliorations en ce qui a trait à ses politiques, procédures et mesures de contrôle en matière de protection, de détection et d'atténuation des menaces informatiques. Cependant, étant donné l'évolution extrêmement rapide et la fréquence accrue des cybermenaces et des autres formes de menaces ou d'interruptions compromettant la sécurité des systèmes, les mesures mises en place pour assurer leur protection contre tous les risques liés à l'infrastructure informatique pourraient, dans certaines circonstances, se révéler insuffisantes pour éviter la communication inappropriée, la perte, le vol, le détournement ou la destruction d'information ainsi que l'accès non autorisé à certains renseignements ou encore les interruptions de services. Quiconque parviendrait à contourner les mesures de sécurité mises en place pourrait détourner des renseignements exclusifs ou confidentiels sur les activités de la Société ou des renseignements personnels sur les employés ou provoquer des pannes ou des défaillances des systèmes. Selon l'évolution dans le domaine de la cybersécurité, la Société pourrait être tenue d'engager des ressources importantes afin de se prémunir contre la menace d'une perturbation des systèmes et d'une atteinte à la sécurité ou afin d'atténuer les problèmes engendrés par une telle perturbation ou atteinte à la sécurité. L'un ou l'autre de ces événements pourraient causer des interruptions ou des retards de fonctionnement ainsi que la perte de données critiques, retarder ou empêcher l'exécution d'activités, entraîner des poursuites judiciaires contre la Société et porter préjudice à ses clients, à ses employés et à sa réputation.

Modifications du carnet de commandes

La Société ne peut pas garantir que les produits des activités ordinaires qui sont censés découler de son carnet de commandes seront bel et bien générés ou, s'ils le sont, qu'ils engendreront un bénéfice. Les projets peuvent demeurer dans le carnet de commandes pendant une longue période. En outre, les retards dans la réalisation de projets, les suspensions, les résiliations, les annulations, les réductions de portée de projets surviennent à l'occasion dans l'industrie de la Société pour des motifs hors de son contrôle et peuvent avoir des incidences importantes sur la valeur du carnet de commandes de la Société et des incidences négatives correspondantes sur les produits de ses activités ordinaires et sa rentabilité futurs. Les annulations de projets et les ajustements de portée possibles peuvent venir réduire encore davantage le montant en dollars du carnet de commandes ainsi que les produits que la Société touche véritablement.

De plus, la plupart des contrats de la Société renferment des dispositions prévoyant la « résiliation pour motifs de commodité » ou la résiliation à bref préavis qui autorisent le client à résilier ou à annuler le contrat à sa convenance, en donnant à la Société un préavis d'une durée déterminée ou en lui versant une indemnisation équitable, ou les deux, selon les modalités spécifiques du contrat. Si un nombre élevé de clients de la Société devaient se prévaloir de telles dispositions de résiliation pour motifs de commodité, ou si un ou plusieurs contrats étaient résiliés pour les mêmes motifs, le carnet de commandes de la Société serait touché négativement et des incidences négatives similaires toucheraient les produits de ses activités ordinaires et sa rentabilité futurs. Bien que les produits des activités ordinaires de la Société ne dépendent pas substantiellement d'un client en particulier, rien ne garantit que la Société aura la capacité de préserver ses relations avec ses plus importants clients.

Une diminution importante du carnet de commandes pourrait engendrer des coûts liés à la réduction du personnel, ce qui aurait pour effet de réduire le résultat net de la Société.

Produits provenant de contrats avec des instances gouvernementales

La demande pour les services de la Société est liée au niveau de financement gouvernemental affecté à la reconstruction, à l'amélioration et à l'expansion des systèmes d'infrastructure. La Société tire une partie importante de ses produits des activités ordinaires de projets gouvernementaux ou financés par les gouvernements, et elle prévoit continuer de le faire. Des changements importants sur le plan du financement gouvernemental (notamment les contraintes liées au financement traditionnel), l'incidence à long terme de la récente crise économique (y compris les futures contraintes budgétaires et les inquiétudes suscitées par les déficits), les priorités politiques changeantes, les changements de gouvernement ou le report de projets causés par les processus électoraux peuvent avoir des retombées négatives sur les activités, les perspectives, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Le succès et l'expansion des activités de la Société sont en partie tributaires du financement continu des programmes gouvernementaux et de la capacité de la Société à participer à ces programmes. Toutefois, les gouvernements pourraient ne pas disposer de ressources suffisantes pour financer ces programmes ou décider de ne pas les financer même s'ils disposent des ressources nécessaires. Certains contrats gouvernementaux sont assujettis à une reconduction ou un renouvellement annuels et, en conséquence, la Société ne peut être sûre qu'elle continuera à fournir des services aux termes de ces contrats au cours des périodes à venir. Les organismes gouvernementaux peuvent généralement mettre fin à ces contrats à leur gré ou rendre la Société inadmissible à conclure des contrats avec eux. La Société pourrait devoir engager des frais relativement à la résiliation de ces contrats en plus de subir la perte de projets. Dans certains marchés, les contrats avec les instances gouvernementales sont parfois assujettis à des règlements stricts et à la vérification des frais réels engagés. Ces vérifications peuvent mener à la détermination qu'un règlement a été enfreint ou que des ajustements doivent être apportés au montant des coûts contractuels remboursables par les instances et au montant des frais généraux alloués par celles-ci. Par conséquent, les produits des activités ordinaires de la Société pourraient être ajustés à la baisse si les coûts qui ont été comptabilisés étaient supérieurs aux coûts récupérables autorisés.

Mécanismes de contrôle et divulgation

Des limites ou des restrictions inhérentes aux mécanismes internes de contrôle et de divulgation de la Société pourraient occasionner des inexactitudes importantes dans les informations financières. La Société maintient des systèmes comptables et des contrôles internes à l'égard de ses procédures de communication de l'information financière. Les mécanismes de contrôle ont des limites ou des restrictions inhérentes, les contrôles peuvent être déjoués par des individus posant des actes intentionnels ou non, à la suite de collusion entre au moins deux personnes, d'erreurs de jugement ou de pannes résultant d'une erreur humaine, ou ils peuvent être outrepassés par la direction. Il n'existe aucun système ni aucun contrôle qui peuvent constituer une assurance absolue que les fraudes, les erreurs, les contournements ou l'omission de divulgation peuvent être et seront prévenus ou détectés. Si des fraudes, des erreurs, le contournement ou l'omission de divulgation se produisaient, cela pourrait occasionner des inexactitudes importantes dans les informations financières. En outre, les prévisions quant à l'évaluation de l'efficacité des contrôles pour les périodes futures sont sujettes au risque que les contrôles deviennent inadéquats à cause des changements de conditions, ou au risque que le degré de conformité aux politiques ou aux procédures se détériore. Des contrôles inadéquats pourraient aussi occasionner de la fraude et la prise de décisions inappropriées fondées sur des données financières internes erronées. Des mécanismes internes de contrôle ou de divulgation inadéquats peuvent aussi avoir des incidences négatives importantes sur l'actif, le passif, les produits des activités ordinaires, les charges et la réputation de la Société.

Risque de poursuites

La Société est occasionnellement menacée de poursuites ou peut faire l'objet, dans le cours normal de ses activités, de diverses poursuites, notamment de poursuites fondées sur des erreurs et des omissions professionnelles, de poursuites liées aux activités antérieures menées à titre d'entrepreneur général par ses prédécesseurs et de poursuites liées au non-respect des lois et règlements par un employé ou un ancien employé. Conformément aux lois, aux règlements et aux normes professionnelles applicables, la Société produit, à l'intention de ses clients, des rapports et des avis fondés sur son expertise professionnelle en

ingénierie, de même que sur ses autres compétences professionnelles. Elle pourrait cependant être responsable face à des tiers qui utilisent ses rapports ou avis, ou qui s'y fient, et ce, même si elle n'est pas liée à eux par contrat.

L'obligation d'assurer une défense contre des poursuites de cette nature relativement à l'un des services fournis par la Société pourrait nécessiter une attention substantielle de la part de la direction, exiger des ressources financières considérables ou entraîner des frais juridiques élevés ou des dommages-intérêts ou amendes et sanctions pour lesquels la Société n'est peut-être pas entièrement assurée, ce qui pourrait nuire à sa réputation et compromettre sa capacité à présenter des soumissions ou à obtenir de nouveaux projets et à recruter des employés qualifiés. De plus, l'introduction d'une instance à l'endroit de la Société pourrait nécessiter la comptabilisation immédiate d'une provision en résultat et avoir une incidence négative sur ses actifs, ses passifs, ses produits des activités ordinaires ou son goodwill.

Croissance par voie d'acquisitions

La direction est d'avis que la croissance par acquisitions peut procurer certains avantages à la Société. Divers facteurs peuvent également compromettre les avantages attendus d'une acquisition ou empêcher qu'ils se matérialisent ou soient réalisés à l'intérieur de la période prévue par la Société. Des différences culturelles entre les divers pays où la Société a acquis des entreprises pourraient nuire au plan d'intégration des acquisitions conclues par la Société. Il pourrait exister des passifs et des éventualités liés aux acquisitions que la Société aurait omis de déceler ou n'était pas en mesure de quantifier dans le cadre du contrôle préalable effectué avant la clôture d'une acquisition et qui pourraient avoir une incidence négative importante sur ses activités, sa situation financière ou ses perspectives.

Intégration et gestion des acquisitions

La réalisation des avantages attendus des acquisitions dépend en partie de l'aboutissement des efforts déployés afin de regrouper les fonctions et d'intégrer et mettre à profit les activités d'exploitation, les procédures et les ressources humaines de façon diligente et efficace. Elle dépend aussi de la capacité de la Société à assurer le transfert des connaissances et à dégager des produits, à réaliser des synergies et à concrétiser d'autres occasions de croissance pouvant découler du regroupement des divisions et des activités des entreprises acquises avec celles de WSP. L'incapacité de la Société d'intégrer adéquatement les entreprises acquises pourrait entraîner l'incapacité de réaliser les avantages prévus d'une ou de plusieurs acquisitions. L'intégration à même les activités de WSP des entreprises acquises par elle prévoit notamment le regroupement des systèmes et du personnel. L'intégration réussie d'une entreprise acquise et, par conséquent, le succès des activités de la Société pourraient également être compromis par l'absence de collaboration entre le personnel et les professionnels de l'entreprise acquise et ceux de la Société. En particulier, la Société pourrait exiger comme condition à ses acquisitions que les principaux collaborateurs et professionnels concluent des contrats de travail valables pour des périodes déterminées à la suite de l'acquisition ou qu'ils signent des contrats de non-concurrence. Or il existe un risque que ces engagements ne soient pas respectés ou que les collaborateurs et les professionnels qui y sont soumis, ou d'autres collaborateurs et professionnels, ne réussissent pas à bien s'intégrer et à contribuer aux activités et au succès de la Société.

L'intégration requiert une somme considérable d'efforts, de temps et de ressources, ce qui pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction d'autres occasions stratégiques et de questions liées à l'exploitation pendant la durée du processus. Le processus d'intégration pourrait aussi perturber les activités courantes de la Société, ses relations avec les clients et les employés ainsi que ses autres relations, ce qui pourrait compromettre sa capacité à réaliser les avantages qu'elle prévoit tirer d'une acquisition, y compris sa capacité à réaliser les synergies devant découler de l'intégration de l'entreprise dans WSP. Plus particulièrement, des clients importants des entreprises acquises pourraient ne pas être conservés après l'acquisition de ces entreprises.

Rien ne garantit que la Société sera en mesure de réussir l'intégration d'acquisitions déjà conclues. Chaque année, la Société engage des frais liés aux acquisitions et à l'intégration, frais qui peuvent être considérables. De plus, l'intégration d'entreprises pourrait être ponctuée d'imprévus pouvant entraîner des problèmes

d'ordre opérationnel, notamment des problèmes touchant les systèmes d'exploitation et de gestion et le système financier de la Société, lesquels pourraient être incompatibles avec ceux des entreprises acquises ou inadéquats pour réussir leur intégration.

Défis associés à la taille

Au cours des dernières années, la Société a crû considérablement, elle compte aujourd'hui approximativement 48 000 employés à travers le monde, et elle entend poursuivre sa stratégie de croissance. La Société doit communiquer et gérer efficacement sa culture, ses valeurs, ses normes, ses contrôles internes et ses politiques à l'échelle de cette organisation élargie. La Société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses objectifs stratégiques si elle ne parvenait pas à surmonter les défis liés à la diversité culturelle et aux particularités des marchés locaux. Les différences culturelles entre divers pays peuvent en outre présenter des obstacles à l'introduction de nouvelles idées ou à l'adoption de la vision et de la stratégie de WSP dans l'ensemble de l'organisation. Si la Société ne réussit pas à surmonter ces obstacles, elle pourrait être incapable d'atteindre ses objectifs de croissance et de rentabilité.

Risques associés à des contrats pour services professionnels

Une partie des produits des activités ordinaires de la Société est tirée de contrats négociés à prix fixe. En vertu de ces contrats, la Société convient d'exécuter la totalité ou une partie précise des travaux faisant l'objet du contrat moyennant une rémunération fixe. Les contrats négociés à prix fixe exposent la Société à un certain nombre de risques non inhérents aux contrats rémunérés sur une base horaire, notamment une sous-estimation des honoraires, des ambiguïtés dans les spécifications, des difficultés imprévues, des problèmes liés aux nouvelles technologies, l'incapacité de clients d'honorer leurs obligations en temps opportun, des retards hors de son contrôle, des fluctuations économiques ou d'autres changements pouvant survenir pendant la période contractuelle, et des pertes. Une augmentation du nombre de contrats négociés à prix fixe ou de l'envergure de ces contrats ferait en sorte d'accroître l'exposition de la Société à ces risques.

De plus, il arrive à l'occasion que la Société mène des projets d'ingénierie-approvisionnement-construction (« IAC ») en partenariat avec des entrepreneurs en construction. Dans le cadre de ces projets, la Société assume tous les risques liés à l'ingénierie, à l'approvisionnement et à la construction, hormis certains risques qui pourraient être assumés par le client aux termes du contrat. Toute perte subie dans le cadre des projets d'IAC pourrait avoir une incidence négative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

La Société a habituellement des demandes de paiement en suspens présentées à ses clients pour des travaux qui ont été exécutés en surplus des contrats originaux et pour lesquels les produits des activités ordinaires ont déjà été comptabilisés. En règle générale, la Société ne peut garantir que ces demandes seront approuvées par ses clients, même en partie. Si ces demandes ne sont pas approuvées, les produits des activités ordinaires de la Société pourraient être réduits au cours de périodes ultérieures. Dans certains cas, la Société pourrait garantir à un client que son projet sera terminé au plus tard à une certaine date. Dans pareil cas, la Société pourrait devoir engager des coûts supplémentaires advenant le cas où le projet ne serait pas géré efficacement ou terminé à la date prévue pour quelque raison que ce soit. Tout projet qui n'est pas terminé à temps réduit d'autant sa rentabilité : le personnel qui doit continuer à travailler plus longtemps que prévu sur le projet en question ne peut se consacrer à la recherche ni à la réalisation de nouveaux projets. En outre, les dépassements de coûts ou les retards risquent d'engendrer de l'insatisfaction de la part du client et nuire à la réputation de la Société. Les produits tirés d'un projet pourraient aussi être réduits si la Société devait payer des dommages-intérêts en vertu de dispositions prévoyant le versement d'une indemnité. Ces dommages-intérêts pourraient être considérables et être calculés sur une base journalière.

De plus, certains processus d'appel d'offres sont intrinsèquement contraignants et rigides, ce qui limite la capacité du soumissionnaire à négocier certaines modalités et conditions contractuelles. Une telle situation peut se présenter dans le cadre de contrats gouvernementaux ou de projets de très grande envergure dans lesquels la Société n'a pas un grand rôle à jouer. Ces types de contrats pourraient exposer la Société à des risques ou à des coûts supplémentaires qui pourraient à leur tour affecter la rentabilité de ses projets.

Partenariats

Dans le cadre de sa stratégie d'exploitation, la Société peut conclure certaines ententes comme des contrats de partenariat ou des alliances stratégiques. Le succès des partenariats de la Société repose en partie sur le respect, par les partenaires de la Société, de leurs obligations s'y rattachant. L'omission ou le refus de la part de ses partenaires de s'acquitter de leurs obligations pourrait entraîner des obligations financières et des engagements d'exécution pour la Société, ce qui pourrait accroître ses coûts et porter atteinte à sa réputation. Si une telle situation se produisait, la Société pourrait avoir à payer des sanctions pécuniaires ou des dommages-intérêts, à offrir des services additionnels, ou à faire des investissements additionnels pour assurer la prestation adéquate des services prévus au contrat. En vertu d'ententes prévoyant des responsabilités conjointes, la Société pourrait être tenue responsable de ses obligations et de celles de ses partenaires.

Conjoncture économique

Les marchés mondiaux et locaux de capitaux et de crédit et les économies à l'échelle mondiale et locale peuvent traverser des périodes de grande incertitude caractérisées par la faillite, l'échec, l'effondrement ou la vente d'un ou de plusieurs secteurs, notamment d'institutions financières, et exiger une intervention massive de gouvernements et d'organisations internationales. Les conditions économiques dans l'un ou l'autre des marchés où la Société mène des activités peuvent faiblir et rester moroses ou s'aggraver. Même si la croissance économique reprenait dans certaines régions du monde, de nombreux marchés pourraient demeurer fragiles et connaître d'autres périodes de croissance économique négative. En outre, de nombreux gouvernements ont eu recours ou continuent d'avoir recours à d'importantes mesures de relance budgétaire en vue d'éviter les récessions, et ils sont maintenant aux prises avec d'énormes dettes et déficits qui continuent de s'aggraver et qui pourraient les obliger notamment à comprimer les dépenses et à augmenter les impôts et les taxes. Ces conditions pourraient influencer sur la demande des entités publiques et privées pour les services de la Société. La demande pour les services de la Société pourrait aussi être vulnérable aux réductions de dépenses dans le secteur privé résultant d'un ralentissement économique soudain ou de changements dans le prix des marchandises, par exemple le pétrole, le gaz naturel ou les métaux, ce qui inciterait les clients à reporter, à réduire ou à annuler leurs projets en cours ou planifiés. L'une ou l'autre de ces situations pourrait nuire à la demande pour les services de la Société, ce qui risquerait d'avoir des incidences négatives sur la Société, ses activités commerciales, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

En outre, les fluctuations des taux d'intérêt, la volatilité des marchés financiers ou les perturbations du marché du crédit pourraient limiter l'accès de la Société aux capitaux et nuire à la capacité de ses clients de financer leurs activités à des conditions acceptables. Si le rendement opérationnel et financier des clients de la Société devait se détériorer, ou si ceux-ci se trouvaient incapables de respecter leurs échéanciers de paiements ou d'obtenir du crédit, ils pourraient être dans l'impossibilité de payer la Société. Le défaut de paiement de clients de la Société pourrait avoir une incidence défavorable sur son carnet de commandes, ses résultats et ses flux de trésorerie.

Enfin, la hausse de l'inflation, des taux d'intérêt et des coûts de construction pourrait réduire la demande pour les services de la Société dans les marchés où elle exerce ou exercera ultérieurement des activités. La Société est également exposée au risque d'inflation croissante relativement aux contrats négociés à prix fixe. Du fait qu'elle tire une partie importante de ses revenus de contrats prévoyant le remboursement des coûts, les effets de l'inflation sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation au cours des dernières années ont été peu importants. Toutefois, si elle venait à étendre ses activités dans des marchés ou des secteurs géographiques où les contrats négociés à prix fixe sont plus prévalents, l'inflation pourrait avoir des répercussions plus marquées sur ses résultats d'exploitation.

Dépendance de la Société envers des fournisseurs et des sous-traitants

La Société fait affaire avec un grand nombre de fournisseurs et de sous-traitants. La réalisation convenable et rentable de certains contrats est tributaire, en grande partie, de l'exécution satisfaisante des travaux par les sous-traitants chargés des différents éléments des travaux. Si ces sous-traitants ne respectent pas les normes acceptées, la Société pourrait être obligée d'embaucher d'autres sous-traitants pour effectuer ces tâches, ce qui pourrait augmenter les coûts liés à un contrat et avoir une incidence sur la rentabilité d'un projet particulier et, dans certaines circonstances, entraîner des pertes importantes. Le non-respect par un fournisseur ou un sous-traitant de ses engagements contractuels pourrait avoir un effet défavorable important sur les activités, la réputation, les perspectives, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Disponibilité et rétention de personnel professionnel qualifié

Le succès de la Société est en partie tributaire de sa capacité à recruter et à maintenir en poste des ingénieurs qualifiés et d'autres professionnels compétents dans des secteurs particuliers. Au fil des ans, une importante pénurie d'ingénieurs s'est installée dans certains marchés, ce qui a fait en sorte d'exercer une pression continue à la hausse sur les programmes de rémunération des ingénieurs. Rien ne garantit que la Société saura intéresser, embaucher et retenir un nombre suffisant d'ingénieurs et de professionnels qualifiés pour continuer à maintenir et à faire croître son entreprise. L'incapacité d'intéresser, d'embaucher et de maintenir en poste un nombre suffisant d'ingénieurs et d'autres professionnels qualifiés pourrait restreindre la capacité de la Société à soutenir et à augmenter les produits de ses activités ordinaires.

Utilisation adéquate de la main-d'œuvre

Les coûts de prestation de services, notamment en ce qui a trait au degré d'utilisation de la main-d'œuvre, ont une incidence sur la rentabilité de la Société. La proportion dans laquelle la Société emploie sa main-d'œuvre dépend d'un certain nombre de facteurs, dont les suivants :

- sa capacité à affecter des employés en fin de projet à de nouveaux mandats et à recruter et à intégrer de nouveaux employés;
- sa capacité à anticiper la demande pour ses services et à maintenir des effectifs adéquats dans chacune des régions où elle est présente;
- sa capacité à gérer les départs naturels;
- la nécessité de consacrer du temps et des ressources à la formation du personnel, à la recherche de clients, au perfectionnement professionnel et aux autres activités non facturables;
- sa capacité à apparier les compétences des employés aux besoins du marché.

Si la Société fait un suremploi de main-d'œuvre, ses employés risquent de se démotiver, ce qui pourrait influencer sur l'érosion des effectifs. Si la Société sous-emploie sa main-d'œuvre, sa marge bénéficiaire et sa rentabilité risquent d'en souffrir.

Arrêts de travail et conflits de travail

Au 31 décembre 2018, les employés principalement en Suède, en Finlande, en France et en Espagne, représentant moins de 12 % de l'effectif de la Société, et la grande majorité des employés syndiqués de la Société étaient couverts par des conventions collectives. Bien que la Société estime entretenir de bonnes relations avec ses employés, elle a, par le passé, connu des conflits de travail avec ceux-ci. Une grève ou un arrêt de travail prolongé causé par ou impliquant des employés syndiqués ou non syndiqués, en lien avec l'un ou l'autre des projets de la Société, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société.

Plafonds d'assurance

La Société estime que son assurance en cas d'erreur et d'omission, son assurance de responsabilité civile des entreprises et son assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants couvrent tous les risques assurables importants, offrent une couverture comparable à celle que souscrirait un exploitant prudent dans un secteur d'activité semblable à celui de la Société et sont assujetties aux franchises, aux limites et aux exclusions usuelles ou raisonnables quant au coût de l'obtention d'assurances et aux conditions actuelles d'exploitation. Cependant, il n'est pas possible de garantir que ces assurances continueront d'être offertes à des conditions économiquement réalisables, que tous les événements qui pourraient causer une perte ou engager la responsabilité sont assurables ou que les couvertures d'assurance seront suffisantes pour couvrir chaque perte ou chaque réclamation pouvant mettre en cause les actifs ou les activités de la Société.

Conditions météorologiques extrêmes et impact de catastrophes naturelles ou autres

Les activités de la Société sur les chantiers se déroulent habituellement en plein air et comprennent des services d'arpentage professionnel, d'ingénierie, de collecte et d'examen de données sur le terrain, d'archéologie, de reconnaissance géotechnique et de forage exploratoire, de supervision et d'inspection de travaux de construction, de mise en service, d'essais et d'exploitation d'usines. Des conditions météorologiques extrêmes, des catastrophes naturelles ou autres (tremblements de terre, incendies, inondations, épidémies, pandémies et autres événements similaires) pourraient entraîner le report du démarrage ou retarder l'achèvement des travaux de la Société sur les chantiers et empêcher ses employés de réaliser leurs tâches, ce qui pourrait occasionner des retards ou une réduction des produits comptabilisés, tandis que les coûts continueraient de s'accumuler. Des conditions météorologiques extrêmes ou des désastres peuvent aussi retarder le début ou l'achèvement de diverses phases de travaux liés à d'autres services devant être réalisés simultanément ou ultérieurement aux travaux sur les chantiers, ou même en forcer l'annulation. Un retard dans la prestation des services de la Société pourrait l'obliger à engager des coûts additionnels non remboursables, notamment pour payer les heures supplémentaires nécessaires pour respecter les échéanciers des clients. En raison de divers facteurs, un retard dans le commencement ou l'achèvement d'un projet peut également entraîner des pénalités, des sanctions ou même l'annulation de contrats.

Risques liés à l'industrie

Concurrence dans le secteur

La Société évolue dans des marchés hautement concurrentiels et a de nombreux concurrents pour chacun de ses services. La taille et les spécificités des concurrents varient grandement en fonction du type de services qu'ils offrent. Certains des concurrents de la Société sont en exploitation depuis plus longtemps qu'elle, leur nom jouit d'une plus grande notoriété, leur clientèle est plus importante, et ils ont atteint une pénétration de marché considérablement plus large dans certains des domaines où la Société leur livre concurrence. En outre, certains concurrents de la Société disposent de ressources financières ou d'une souplesse financière et de ressources en marketing beaucoup plus importantes que les siennes. De plus, devant l'extrême rapidité du développement technologique, la Société doit continuer d'anticiper les changements qui ne manqueront pas de survenir dans les besoins de sa clientèle et, pour ce faire, elle doit adapter ses services de manière à maintenir et à améliorer son avantage concurrentiel. Si la Société cessait d'innover et de tirer profit des avancées technologiques, sa capacité à retenir ses clients existants de même qu'à en attirer de nouveaux pourrait être compromise. Cette vive concurrence pourrait avoir d'importantes répercussions négatives sur les activités de la Société, sur sa réputation, sur sa situation financière et sur ses résultats d'exploitation si elle devait réduire sa part actuelle des secteurs d'activité dans lesquels elle évolue.

Modifications de la réglementation

Une partie des services professionnels qu'offre la Société est directement ou indirectement liée à des lois et à des règlements. Des modifications à ces règlements pourraient avoir des répercussions plus importantes sur les activités de la Société que sur celles d'autres firmes de services professionnels. Par conséquent, des changements au nombre ou à la portée de ces lois et règlements pourraient réduire considérablement la taille de sa part de marché dans ce secteur d'activité.

Sensibilité accrue face aux facteurs environnementaux

Étant donné la sensibilité accrue face au changement climatique mondial, certains spécialistes ont avancé que les entreprises actives dans des industries dont les projets risquent d'avoir des incidences sur l'environnement pourraient faire l'objet de poursuites par des gouvernements, des actionnaires ou des défenseurs de l'environnement. L'annulation de grands projets confiés à la Société en raison de préoccupations environnementales ou des poursuites d'envergure liées à l'environnement qui toucheraient des clients clés de la Société pourraient avoir des répercussions importantes sur sa situation financière, sa réputation et ses résultats d'exploitation.

Risques liés aux liquidités, aux sources de financement et à la situation financière de la Société

Détérioration de la situation financière ou de la position nette de trésorerie

La Société compte à la fois sur sa position de trésorerie et sur les marchés du crédit et les marchés financiers pour combler une partie de ses besoins en capital. De plus, dans certains cas, elle doit obtenir des garanties bancaires à l'appui de ses diverses obligations contractuelles. Une instabilité ou des bouleversements importants sur les marchés financiers, y compris les marchés du crédit, ou une dégradation ou un affaiblissement de sa situation financière, y compris sa position de trésorerie nette, en raison de facteurs internes ou externes, pourraient limiter ou empêcher l'accès de la Société à une ou plus d'une source de financement, ou accroître considérablement le coût des sources de financement, y compris les facilités de crédit, l'émission de titres d'emprunt à long terme, ou la disponibilité des lettres de crédit nécessaires pour garantir ses obligations contractuelles ou autres obligations relatives aux projets.

Rien ne garantit que la Société maintiendra une position de trésorerie nette appropriée et que les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation seront suffisants pour financer ses activités et ses besoins en matière de liquidités, assurer le service de sa dette ou maintenir sa capacité à obtenir et à conserver des garanties bancaires.

Le prélèvement d'un montant sur les lettres de crédit ou les garanties bancaires par un ou plus d'un tiers pourrait notamment réduire de façon importante la position de trésorerie de la Société et avoir une incidence défavorable grave sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

Besoins en fonds de roulement

La Société pourrait avoir des besoins importants en fonds de roulement qui, s'ils ne sont pas financés, pourraient avoir des répercussions défavorables sur ses activités, sa situation financière et ses flux de trésorerie. À l'occasion, la Société peut avoir besoin d'un fonds de roulement important pour financer l'exécution de travaux d'ingénierie ou d'autres travaux réalisés dans le cadre de projets avant de recevoir le paiement des clients. Dans certains cas, la Société a l'obligation contractuelle envers ses clients de financer les besoins en fonds de roulement relatifs aux projets. Une augmentation des besoins en fonds de roulement pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

Si les conditions des marchés du crédit et la conjoncture économique à l'échelle mondiale continuaient de s'aggraver de façon importante, la Société pourrait avoir de la difficulté à maintenir une répartition diversifiée de son actif auprès d'institutions financières solvables.

En outre, la Société peut investir une partie de sa trésorerie dans des occasions d'investissement à long terme, y compris l'acquisition d'autres entités ou activités, la réduction de certains passifs tels que des passifs non capitalisés au titre des prestations ou les rachats d'actions en circulation de la Société. Dans la mesure où la Société utiliserait la trésorerie à de telles fins, le montant des liquidités disponibles pour les besoins du fonds de roulement dont il est question plus haut pourrait être réduit.

Créances clients

Comme cela est courant dans le secteur des services professionnels, la Société affiche un niveau élevé de créances clients à son état de la situation financière. Cette valeur est répartie entre de nombreux contrats et clients. Bien que la Société procède à des examens réguliers des créances clients afin d'identifier les clients ayant des retards de paiements ou des comptes en souffrance et de résoudre les problèmes causant ces retards, rien ne garantit que les créances clients impayées seront acquittées en temps voulu, ou même qu'elles le seront. Le non-paiement des créances clients pourrait avoir des incidences négatives sur la situation financière et la rentabilité de la Société.

Hausse de l'endettement et mobilisation de capitaux

Le 31 décembre 2018, la facilité de crédit était utilisée à hauteur de 1 460,4 M\$. Ce niveau d'endettement pourrait obliger la Société à consacrer une partie considérable de ses flux de trésorerie au paiement des intérêts et au remboursement du capital, ce qui risquerait d'avoir d'importantes répercussions pour les investisseurs, en particulier les suivantes :

- l'endettement pourrait limiter la capacité de la Société à faire des investissements importants pour sa croissance et sa stratégie ou à obtenir du financement supplémentaire pour son fonds de roulement, ses dépenses d'investissement, ses obligations au titre du service de la dette, ses acquisitions et ses besoins d'exploitation généraux ou autres;
- certains emprunts de la Société comportent des taux d'intérêt variables, ce qui l'expose au risque d'augmentation des taux d'intérêt;
- l'endettement pourrait limiter la capacité de la Société à s'ajuster à l'évolution de la conjoncture des marchés et la désavantager par rapport à ses concurrents moins endettés;
- la Société pourrait être incapable de verser des dividendes sur ses actions;
- la Société pourrait être vulnérable face à un ralentissement économique.

Aux termes de la facilité de crédit, la Société est autorisée à contracter des dettes supplémentaires dans certaines circonstances. Toutefois, ce faisant, elle augmenterait les risques décrits ci-dessus. La facilité de crédit oblige WSP à respecter, entre autres, certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses portent sur le ratio de la dette nette consolidée sur le résultat consolidé avant le BAIIA ajusté ainsi que sur le ratio de couverture des intérêts, qui sont des mesures non conformes aux IFRS. La direction passe en revue trimestriellement la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues aux termes de sa facilité de crédit. Toutes les clauses restrictives étaient respectées au 31 décembre 2018.

Dans l'éventualité où la Société serait incapable d'obtenir, à des conditions acceptables, des capitaux additionnels pour financer sa stratégie de croissance, elle pourrait se voir obligée de réduire la portée prévue de son expansion, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa stratégie de croissance, sa compétitivité future et ses résultats d'exploitation. Si elle devait utiliser des liquidités générées en interne ou contracter des dettes pour réaliser des acquisitions, sa marge de manœuvre opérationnelle et financière serait considérablement réduite. La mesure dans laquelle la Société pourra ou voudra utiliser ses actions pour faire des acquisitions sera fonction du cours de ses actions et dépendra de la volonté des vendeurs potentiels de les

accepter en guise de paiement total ou partiel. La Société pourrait en outre être dans l'obligation de contracter des dettes additionnelles si elle faisait l'acquisition d'une autre entreprise, ce qui augmenterait ses obligations de remboursement et pourrait avoir un effet négatif sur ses liquidités et sa rentabilité futures.

La Société pourrait également se trouver dans l'obligation de mobiliser des capitaux additionnels sur le marché public ou privé pour poursuivre sa stratégie et répondre à ses besoins sur le plan de l'exploitation. La disponibilité de financement sera fonction de l'état des marchés à ce moment, de même que du caractère acceptable des modalités de financement offertes. Rien ne garantit que la Société pourra obtenir du financement, ou qu'elle pourra en obtenir suffisamment et à des conditions acceptables, pour financer ses besoins, surtout en période de ralentissement économique.

Dépréciation du goodwill

Comme la croissance de la Société découle en partie des acquisitions, le goodwill et les immobilisations incorporelles représentent une partie considérable de son actif. Au 31 décembre 2018, la Société avait un goodwill de 3 493,2 M\$, soit 45,0 % de son actif total de 7 766,6 M\$. Pour se conformer aux IFRS, la Société doit procéder chaque année à un test de dépréciation du goodwill comptabilisé dans ses états consolidés de la situation financière; la Société a recours à la méthode de la juste valeur. La Société a choisi de procéder au test annuel de dépréciation du goodwill le premier jour du quatrième trimestre de son exercice. La Société doit aussi procéder à un test de dépréciation du goodwill entre les tests annuels lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la survenance d'un événement ou d'une situation a pour effet de faire baisser la juste valeur d'une UGT au-dessous de sa valeur comptable, ce qui signifierait que la valeur des actifs acquis est descendue sous le prix payé par la Société. Ces événements ou situations peuvent comprendre un changement défavorable important dans le climat économique, notamment une baisse importante et soutenue de la valeur d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT »), des facteurs juridiques, des indicateurs du rendement d'exploitation, la concurrence, la vente ou la cession d'une partie importante des activités de la Société, des interventions gouvernementales potentielles relatives à ses installations et d'autres facteurs. Si la valeur recouvrable d'une UGT était inférieure à sa valeur comptable, la Société pourrait être obligée de comptabiliser une perte de valeur. Le montant de toute réduction de valeur pourrait être considérable et avoir des répercussions négatives importantes sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société pour la période en question.

Exposition aux monnaies étrangères

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs relatifs à un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours de change. Une partie importante du résultat net et de l'actif net de la Société est libellée en diverses monnaies étrangères, notamment en dollars américains, en livres sterling, en euros, en couronnes suédoises et en renminbi chinois. Par conséquent, les fluctuations du cours de change entre le dollar canadien et ces monnaies pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats et la situation financière de la Société. Il est impossible de prévoir les événements futurs qui pourraient entraîner une augmentation ou une baisse importante des risques de variation de change par rapport à ces monnaies.

Les distributions ou les paiements futurs payables en monnaie étrangère présentent un risque de dépréciation de la monnaie étrangère avant la réception et la conversion du paiement dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Lorsque les produits et les dépenses sont libellés en monnaies étrangères, la Société conclut parfois des contrats de change afin de limiter son exposition aux fluctuations du cours de change. Même si la Société n'a actuellement aucune politique liée au risque de change susceptible d'avoir une incidence importante sur ses résultats d'exploitation, elle demeure exposée au risque de change.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt dans différents territoires étrangers. Les lois et les règlements fiscaux ainsi que l'interprétation qui s'appliquent aux activités de la Société changent continuellement. De plus, les avantages et les passifs fiscaux futurs dépendent de facteurs intrinsèquement incertains et sujets à modification, par exemple les résultats futurs, les taux d'imposition futurs et le portefeuille d'activités

prévues dans les divers pays où la Société exerce des activités. La détermination de la charge d'impôt exigible requiert une grande part de jugement. La direction utilise des principes comptables et des principes fiscaux pour déterminer l'impôt sur le revenu qu'elle croit susceptible d'être exigé par les administrations fiscales compétentes. Toutefois, rien ne garantit que les avantages fiscaux ou l'impôt à payer ne différeront pas sensiblement des estimations ou des attentes de la Société. Pour plusieurs transactions et calculs, il est difficile de déterminer avec certitude le montant de l'impôt à payer. La Société fait régulièrement l'objet de vérifications par les autorités fiscales. Ce sont ces autorités qui font la détermination finale des montants d'impôt à payer ou à recevoir, des avantages et passifs fiscaux ou de la charge d'impôts que la Société pourra reconnaître au bout du compte. Bien que la direction estime que ses positions fiscales et ses estimations relatives aux impôts sont raisonnables, celles-ci pourraient changer en raison de plusieurs facteurs, notamment l'issue des vérifications fiscales et des litiges connexes, l'introduction de nouvelles normes comptables relatives aux impôts et de nouvelles lois fiscales et interprétations connexes, la composition des territoires ayant généré le résultat net de la Société, la possibilité de réalisation des actifs d'impôt différé et les modifications des positions fiscales incertaines. L'un ou l'autre des facteurs ci-dessus pourrait avoir une incidence défavorable importante sur le bénéfice net ou les flux de trésorerie de la Société parce qu'il toucherait ses activités et sa rentabilité, la disponibilité des crédits fiscaux, le coût des services qu'elle offre et la disponibilité de déductions pour pertes d'exploitation pendant la croissance de la Société. Une augmentation ou une diminution du taux d'impôt effectif de la Société pourrait aussi avoir une incidence négative importante sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies sous-capitalisés

La Société pourrait devoir verser des fonds additionnels pour remplir des obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies gérés par elle pour des employés qui prennent leur retraite et des employés déjà à la retraite, si ces régimes sont sous-capitalisés. Les cotisations sont habituellement établies en calculant les obligations du régime au titre des prestations projetées, moins la juste valeur des actifs du régime. Les obligations de la Société relatives au régime pourraient augmenter ou diminuer en fonction de divers facteurs, notamment l'évolution de l'espérance de vie et les hausses ou les baisses des taux d'intérêt et du rendement du capital. Si la Société devait cotiser un montant considérable pour couvrir le déficit des régimes sous-capitalisés, ses flux de trésorerie pourraient s'en ressentir grandement.

L'évolution de la conjoncture économique et un changement du profil démographique pourraient entraîner de fortes augmentations des obligations de financement de la Société, ce qui réduirait d'autant la disponibilité de ces fonds pour d'autres fins et pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Risques liés aux actions

Dilution potentielle

Les statuts de la Société permettent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries. Pour conclure les acquisitions ciblées ou financer ses autres activités, la Société pourrait émettre des titres de participation additionnels, ce qui pourrait diluer le pourcentage de participation des actionnaires.

Émission éventuelle d'actions privilégiées

L'émission d'actions privilégiées pourrait rendre difficile l'acquisition de notre Société par une autre ou avoir par ailleurs une incidence défavorable sur les porteurs de nos actions, ce qui pourrait faire chuter le cours des actions de la Société. Le conseil d'administration de la Société a le pouvoir d'émettre des actions privilégiées, d'en établir les caractéristiques, limites et droits relatifs et de fixer le nombre d'actions privilégiées constituant une série et la désignation de la série, sans autre vote ni intervention des actionnaires de la Société. Les actions privilégiées éventuellement émises pourraient être assorties de droits en cas de liquidation, de droits aux dividendes et d'autres droits supérieurs à ceux accordés par les actions. L'émission

éventuelle d'actions privilégiées peut retarder ou empêcher un changement de contrôle de la Société, décourager les offres d'achat visant les actions moyennant une contrepartie supérieure au cours du marché et avoir une incidence défavorable sur le cours des actions et les autres droits de leurs porteurs.

Risques liés aux énoncés prospectifs

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion représentent, notamment, des énoncés sur les résultats, la performance, les réalisations, les perspectives, les cibles et les intentions ou possibilités futures de la Société, ou sur les marchés où la Société exerce ses activités, et d'autres énoncés qui sont indiqués à la rubrique « Énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs sont fondés sur des opinions de la direction ou sur des hypothèses et des estimations faites par la direction d'après son expérience et sa perception des tendances historiques, les conditions actuelles et les développements futurs prévus, ainsi que d'autres facteurs que la Société estime appropriés et raisonnables dans les circonstances. Toutefois, rien ne peut garantir que ces estimations et hypothèses se révéleront exactes. Les résultats futurs réels de la Société pourraient différer considérablement des résultats passés ou des estimations et les variations pourraient être importantes. La Société ne déclare aucunement que ses résultats futurs réels seront les mêmes, en tout ou en partie, que ceux figurant dans le présent rapport de gestion. Se reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs ».

22 INFORMATION ADDITIONNELLE

De l'information additionnelle au sujet de la Société est disponible sur son site Web à l'adresse www.wsp.com et sur celui de SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 sera disponible sur ces sites au plus tard à la fin du mois de mars 2019.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto, sous le symbole « WSP ». Au 31 décembre 2018, la Société avait 104 441 416 actions ordinaires en circulation. Au 13 mars 2019, elle avait 104 766 228 actions ordinaires en circulation en raison de l'émission d'actions réalisée dans le cadre du RRD après le paiement, en janvier 2019, du dividende du quatrième trimestre.

La Société n'a pas d'autres actions en circulation.

23 GLOSSAIRE

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS

Les produits des activités ordinaires nets sont définis comme étant les produits des activités ordinaires moins les coûts directs liés aux sous-consultants et autres coûts directs recouvrables directement auprès des clients. Les produits des activités ordinaires nets ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Par conséquent, les produits des activités ordinaires nets pourraient ne pas être comparables aux mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont avertis que les produits des activités ordinaires nets ne devraient pas être interprétés comme une mesure de remplacement des produits des activités ordinaires de la période (tels qu'ils sont établis conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société.

BAIIA

Le BAIIA renvoie au résultat avant les charges financières, la charge d'impôt sur le résultat et la dotation aux amortissements. Le BAIIA ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Les investisseurs sont avertis que le BAIIA ne devrait pas être interprété comme une mesure de remplacement du résultat net de la période (tel qu'il est établi conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société, ni comme un substitut des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, des activités de financement et des activités d'investissement à titre de mesure des liquidités et des flux de trésorerie de la Société. La méthode utilisée par la Société pour calculer le BAIIA peut différer de celle qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, le BAIIA de la Société n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

BAIIA AJUSTÉ

Le BAIIA ajusté renvoie au résultat avant les charges financières, la charge d'impôt sur le résultat, la dotation aux amortissements et les coûts d'acquisition et d'intégration. Le BAIIA ajusté ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Les investisseurs sont avertis que le BAIIA ajusté ne devrait pas être interprété comme une mesure de remplacement du résultat net de la période (tel qu'il est établi conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société, ni comme un substitut des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, des activités de financement et des activités d'investissement à titre de mesure des liquidités et des flux de trésorerie de la Société. La méthode utilisée par la Société pour calculer le BAIIA ajusté peut différer de celle qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, le BAIIA ajusté de la Société n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

La marge du BAIIA ajusté est définie comme le BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets. La marge du BAIIA ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS.

BAIIA AJUSTÉ AVANT DÉDUCTION DES CHARGES DU SIÈGE SOCIAL

Le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social est défini comme le BAIIA ajusté compte non tenu des charges du siège social. Les charges du siège social correspondent aux frais et salaires liés aux fonctions centralisées telles que les finances, les ressources humaines et la technologie, lesquels ne sont pas attribués aux secteurs à présenter. Cette mesure n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS, mais elle permet à la direction de comparer les secteurs à présenter les uns avec les autres.

MARGE DU BAIIA AJUSTÉ AVANT DÉDUCTION DES CHARGES DU SIÈGE SOCIAL

La marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social est définie comme le BAIIA ajusté excluant les charges du siège social exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets. La marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS, mais elle permet à la direction de comparer les secteurs à présenter les uns avec les autres.

RÉSULTAT NET AJUSTÉ ET RÉSULTAT NET AJUSTÉ PAR ACTION

Le résultat net ajusté représente le résultat net attribuable aux actionnaires compte non tenu des coûts d'acquisition ou d'intégration et de l'incidence fiscale liée à ces coûts. Le résultat net ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Cette mesure permet de comparer le rendement de la Société dans un contexte d'importants regroupements d'entreprises pouvant entraîner des coûts d'acquisition et d'intégration élevés pour la Société qui, à son avis, ne devraient pas être pris en compte dans l'évaluation de la performance financière et opérationnelle sous-jacente.

Le résultat net ajusté par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions.

RÉSULTAT NET AJUSTÉ COMPTE NON TENU DE L'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES LIÉES AUX ACQUISITIONS ET RÉSULTAT NET AJUSTÉ EXCLUANT L'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES LIÉES AUX ACQUISITIONS PAR ACTION

Le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (déduction faite de l'impôt sur le résultat) se définit comme étant le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires, compte non tenu de la dotation aux amortissements liée aux carnets de commandes, aux relations clients, aux accords de non-concurrence et aux marques de commerce pris en compte dans les regroupements d'entreprises, ou de l'impôt sur le résultat relatif à cet amortissement. Le résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (déduction faite de l'impôt sur le résultat) n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Cette mesure permet de comparer le rendement de la Société dans un contexte d'importants regroupements d'entreprises.

Le résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions.

COÛTS D'ACQUISITION, D'INTÉGRATION ET DE RESTRUCTURATION

Les coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Ils représentent des composantes de la performance financière de la Société qui, à son avis, ne devraient pas être prises en compte lors de l'évaluation de sa performance opérationnelle et financière sous-jacente.

En 2017 et en 2018, les coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration comprenaient principalement les coûts de transaction et d'intégration liés aux acquisitions d'entreprises (pour une période d'au plus 24 mois à compter de la date d'acquisition) ainsi que tout profit ou toute perte découlant de la cession d'actifs non essentiels. En 2018, les coûts du programme d'impatriation des services de TI ont également été inclus dans ce poste. Ces coûts correspondent essentiellement à des coûts de dédoublement et de transition découlant de la sous-traitance du soutien de l'infrastructure de TI et du soutien informatique et au coût des services passés ayant trait à d'anciens régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni.

À compter de 2019, la Société engagera des coûts de restructuration liés à l'acquisition de Louis Berger, tel qu'il a été annoncé au moment de cette acquisition.

CARNET DE COMMANDES

Le carnet de commandes n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Il représente les produits futurs découlant de contrats signés à exécuter. La méthode utilisée par la Société pour calculer son carnet de commandes peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION ET FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION PAR ACTION

Les fonds provenant des activités d'exploitation ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Ils fournissent à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds liés aux activités d'exploitation avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Les fonds provenant des activités d'exploitation par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES PAR ACTION

Les flux de trésorerie disponibles ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Ils fournissent une mesure constante et comparable des liquidités discrétionnaires que génère la Société et dont elle dispose. Les flux de trésorerie disponibles sont définis comme étant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation tels qu'ils sont présentés selon les IFRS, plus les liquidités discrétionnaires de la Société qui sont générées par d'autres activités (s'il y a lieu), moins les dépenses d'investissement nettes.

Les flux de trésorerie disponibles par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

DÉLAI MOYEN DE RECOUVREMENT DES CRÉANCES CLIENTS (« DÉLAI DE RECOUVREMENT »)

Le délai de recouvrement n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Il s'agit du nombre moyen de jours nécessaires pour convertir en trésorerie les créances clients (déduction faite des taxes de vente) et l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, déduction faite de l'excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus. La méthode utilisée par la Société pour calculer le délai de recouvrement peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

RATIO DE LA DETTE NETTE SUR LE BAIIA AJUSTÉ

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Il s'agit d'une mesure de notre levier financier, déduction faite de notre trésorerie, qui est calculée en fonction de notre BAIIA ajusté sur 12 mois continus. La dette nette est définie comme étant les passifs financiers, constitués de la dette à long terme et des autres passifs financiers, y compris les parties courantes, déduction faite de la trésorerie.